

  
cités  
unies  
france

# la lettre

de la  
coopération  
décentralisée

*NUMÉRO SPÉCIAL*

3<sup>ème</sup> forum de l'action  
internationale des  
collectivités



**Mai-Juin  
2012**

Evénement : 3 <sup>e</sup> Forum de l'action internationale des collectivités .....	2
Afrique .....	11
Amérique latine et Caraïbes .....	16
Asie .....	18
Europe .....	19
Méditerranée .....	20
Jeunesse.....	24
Thématiques.....	25
Institutions européennes .....	26
Actualités.....	27
Agenda .....	28
Publications .....	32

# Editorial

## 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités



Mesdames, Messieurs,  
Chers amis,

J'ai le plaisir de vous inviter, en tant que nouveau président de Cités Unies France, au 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités.

Ce forum a pour vocation de rassembler tous les acteurs de la coopération décentralisée : les collectivités territoriales engagées dans l'action internationale, mais aussi les représentants de l'Etat, de grandes institutions comme l'AFD et la Caisse des Dépôts, les grandes fédérations d'élus locaux, le monde associatif et les entreprises de réseau concernées par le développement local.

Cette année encore, les grands événements internationaux nous ont rappelé combien les défis que l'humanité doit relever sont nombreux et sérieux : crise économique et financière majeure, révolutions du printemps arabe, crise climatique et environnementale, creusement des inégalités, défis sanitaires, objectifs du millénaire à promouvoir et développer... Dans un monde globalisé où tout est local et global à la fois, nos mécanismes de gouvernance ne sont plus adaptés. Si je dis cela, c'est pour mieux mettre en perspective notre rôle de fédérateur des collectivités locales françaises dans leurs actions internationales.

À l'image de l'actualité, et pour essayer de répondre aux questions qu'elle soulève, ce forum sera riche d'une vingtaine de conférences et ateliers de formation, auxquels il convient d'ajouter plusieurs événements parallèles : conférences de presse, animations, « side-events », peut-être la réunion de la Commission nationale de la coopération décentralisée, si l'agenda politique le permet et, bien entendu, l'assemblée générale de Cités Unies France.

Fort du succès des deux éditions précédentes, tant en termes de fréquentation que de qualité des interventions, le forum rattrape nos ambitions et s'internationalise. Nombre de grands élus étrangers, partenaires des collectivités françaises, sont attendus pour cette troisième édition.

Je suis convaincu que ce forum sera une source d'échanges de qualité et que les expériences que vous viendrez partager contribueront à faire progresser la coopération décentralisée dans son ensemble.

Je me réjouis par avance de vous retrouver les 2 et 3 juillet à Paris, avec les équipes de Cités Unies France et de notre partenaire Media Contact Services, pour ce 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités, auquel, je l'espère, vous viendrez nombreux.

**Michel Delebarre**

Ancien ministre d'État

Sénateur-maire de Dunkerque

Président de la Communauté urbaine de Dunkerque

Président de Cités Unies France

# Evénement

## 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités



2 et 3 juillet 2012, au Palais des Congrès de Paris

Programme prévisionnel

Institut pour la  
Coopération  
Internationale des  
Collectivités

Lundi 2 juillet 2012

### 13h00 Accueil des participants

### 14h00 Conférences

- Conférence thématique : La nouvelle donne géopolitique au Proche et Moyen-Orient
- Conférence thématique : L'action internationale des collectivités françaises en matière de mobilité urbaine
- Conférence régionale : Afrique centrale et pays des Grands Lacs : gestion des ressources naturelles et éducation

### 15h45 Pause sur l'espace Partenaire

### 16h15 Conférences

- Conférence thématique : L'éducation au développement et à la solidarité internationale au service des collectivités territoriales
- Conférence thématique : Collectivités de tailles modestes : quels freins à l'engagement dans la coopération décentralisée?
- Conférence régionale : Pôle Amérique Latine – Participation des collectivités territoriales françaises au programme URB-AL III : Programme de coopération régionale de la Commission européenne avec l'Amérique latine

### 17h45 Conférences

- Réunion de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (sous réserve de l'agenda du futur ministre)
- Conférence thématique : Aspect juridique de la coopération décentralisée
- Conférence thématique : Sensibilisation des collectivités françaises aux lignes directrices internationales sur la décentralisation et l'accès aux services de base adoptés par ONU-Habitat

### 19h30 Cocktail dînatoire sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »

Mardi 3 juillet 2012

### 9h00 Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

### 11h00 Pause sur l'espace Partenaire

### 11h30 Séance plénière

### 13h15 Cocktail déjeuner sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »

### 14h30 Conférences

- Conférence régionale : Pôle Afrique : Construire par les territoires : la planification stratégique territoriale en Afrique
- Conférence thématique : Bilan du Forum mondial de l'eau à Marseille : Amplifier et valoriser la contribution des collectivités pour l'eau et l'assainissement
- Conférence régionale : Été 2011 – été 2012, un an d'élections au Maghreb

### 16h15 Pause sur l'espace Partenaire

### 16h30 Conférences

- Conférence thématique : Coopération décentralisée et patrimoine immatériel
- Conférence thématique : Associations – collectivités territoriales : du dialogue au partenariat
- Conférence régionale : Relancer la coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire

### 18h15 Cocktail de clôture du Forum

# Evénement

## 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités



Lundi 2 juillet 2012

13h00 Accueil des participants

14h00 Conférences

- **La nouvelle donne géopolitique au Proche et Moyen-Orient**

Le sentiment révolutionnaire s'est répandu dans tout le Moyen-Orient. De la Tunisie à l'Égypte, en passant par Bahreïn, la Libye et le Yémen, un « nouveau Moyen-Orient » prend forme : d'anciens régimes renversés (en Tunisie et en Égypte), une guerre civile larvée en Libye et une révolte réprimée dans le sang en Syrie. Il reste cependant difficile de faire une analyse globale du Moyen-Orient arabe tandis qu'il semble désormais évident que le « printemps arabe » a été interdit aux palestiniens. Quid de l'action diplomatique menée par l'Autorité Nationale Palestinienne à l'ONU pour la reconnaissance de l'Etat palestinien ?

Comment Israël perçoit-il le « processus démocratique » en cours dans le monde arabe ? Quelles perspectives d'action ce renouveau lui offre-t-il ? Quelle attitude israélienne face à la nouvelle donne politique en Égypte et face aux interrogations syriennes ?

L'intensification des menaces de guerre visant l'Iran et par extension l'ensemble du Moyen-Orient est-elle une réalité ? Si la perspective d'une guerre semble désormais s'éloigner à la faveur d'une conjonction de facteurs économiques et géopolitiques (transition gouvernementale en Israël, élections présidentielles aux USA), le conflit entre sunnites (axe Arabie Saoudite) et chiites (avec l'Iran) continue de structurer les conflits et de déterminer les rapports de force.

Président de séance : **Claude Nicolet**, Conseiller régional Nord Pas-de-Calais, Adjoint au maire de Dunkerque, Président du RCDP

- **L'action internationale des collectivités françaises en matière de mobilité urbaine**

L'objectif principal de cette session dédiée à la mobilité urbaine sera de présenter le projet GART-CODATU, soutenu par CUF, aux membres et partenaires de CUF. Ce partenariat a pour objectif d'accompagner les coopérations internationales des collectivités françaises en matière de mobilité en s'appuyant sur les échanges de savoir et de savoir-faire selon deux axes, un axe « renforcement de compétences » et un axe « technique et technologique ». La conférence visera à illustrer, par l'exemple, la coopération internationale des collectivités françaises en matière de mobilité urbaine et à proposer des actions concrètes pour développer et mutualiser les coopérations existantes dans le domaine. Elle cherchera également à inciter plus particulièrement les collectivités françaises à s'engager dans les domaines de la mobilité dans leurs coopérations internationales.

*N.B. : GART (Groupement des Autorités Responsables de Transport) regroupe 263 autorités organisatrices de transports, dont 185 communautés d'agglomération et communautés urbaines, 59 conseils généraux et 19 conseils régionaux, avec pour objectif d'améliorer les déplacements et de développer les transports publics en France. Le GART est la plate-forme d'échanges et de réflexion des élus responsables du transport, représentant toutes les tendances politiques françaises, mais aussi leur porte-parole au plan national et européen.*

*CODATU (Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains) est une association à vocation internationale dont l'objectif est de promouvoir les actions d'animation et d'échanges scientifiques, techniques, économiques et sociaux concernant les systèmes de déplacements urbains et périurbains ; elle s'appuie sur les échanges d'expériences entre les pays en développement et les pays les plus anciennement industrialisés.*

## 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités



- **Gestion des ressources naturelles et éducation dans les pays d'Afrique centrale et des Grands Lacs : quelles stratégies pour la coopération décentralisée ?**

Lors de la première conférence en 2011, les participants avaient abouti au constat selon lequel, contrairement à la sévérité des chiffres, cette vaste région de l'Afrique centrale et des Grands Lacs n'était pas un « angle mort » de la coopération décentralisée avec les collectivités françaises et européennes.

A partir d'échanges d'informations, d'analyses et d'études de cas dans deux secteurs stratégiques – l'éducation et la gestion des ressources naturelles –, il s'agira de questionner la pertinence et les conditions d'une mutualisation de méthodes et d'actions.

*N.B : Les pays d'Afrique centrale et des Grands Lacs : Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo (Brazzaville) Gabon, Guinée équatoriale, RD Congo (Kinshasa), Rwanda, Sao Tomé Et Príncipe et Tchad.*

### 15h45 Pause sur l'espace Partenaire

### 16h15 Conférences

- **L'éducation au développement et à la solidarité internationale au service des collectivités territoriales**

Les collectivités territoriales sont de plus en plus nombreuses à investir le champ de l'éducation au développement, bien au-delà de la seule Semaine de la solidarité internationale. Pour cela, elles tissent souvent des partenariats avec les forces vives du territoire pour toucher une grande variété de publics : associations, diasporas, établissements scolaires etc....

La conférence propose d'analyser les pratiques de l'éducation au développement, dans un contexte de crise et d'illustrer cette forme d'action par des exemples et pistes d'actions concrètes pour les collectivités territoriales. Un des objectifs étant de montrer comment l'éducation au développement peut être un élément transversal d'ancrage de la coopération internationale dans les territoires, incitant les habitants à devenir des citoyens actifs.

- **Collectivités de tailles modestes : quels freins à l'engagement dans la coopération décentralisée?**

Les relations historiques de maire à maire, de territoire à territoire à dimension modeste, ont joué et devraient jouer encore un rôle important dans la coopération décentralisée française. Si la légitimité des communes et communautés de petite taille à mener une action de coopération décentralisée est évidente, celles-ci sont confrontées à certaines difficultés.

Aujourd'hui, dans un contexte de rationalisation, de mutualisation et d'orientation géographique vers les pays émergents, la coopération décentralisée peut paraître hors portée pour certaines collectivités. Entre le manque de moyens, la professionnalisation accrue de l'action internationale qui suppose des ressources humaines hors de portée, cette conférence abordera les freins de l'engagement des collectivités les plus petites. Des témoignages proposeront des outils, des opportunités et des sujets susceptibles de dépasser les obstacles.

- **Participation des collectivités territoriales françaises au programme URB-AL III : Programme de coopération régionale de la Commission européenne avec l'Amérique latine**

Le programme URB-AL approuvé par la Commission européenne en 1995 a été défini comme un programme de coopération horizontale entre les collectivités européennes et latino américaines. Il a déjà connu ses deux premières phases (1995-2000 et 2001-2008). Depuis 2009 la troisième phase du programme est en cours et ce

# Evénement

## 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités



jusqu'en 2012.

Dans URB-AL III, 20 projets ont été retenus et subventionnés à hauteur de 50 millions d'euros par la Commission Européenne, et auront un impact direct dans 75 territoires de l'Amérique latine. L'objectif global de cette troisième phase est de contribuer à augmenter le degré de cohésion sociale et territoriale au sein des collectivités en Amérique latine.

Dans les 20 projets retenus, quatre collectivités françaises participent : le Conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil général des Hautes-Pyrénées, la ville de Toulouse et la ville de Saint-Denis.

Comment et pourquoi les collectivités françaises participent ? Quelles difficultés ont-elles rencontré ? Comment participent les services des collectivités concernés par le projet ? Comment concilier les demandes administratives de la Commission Européenne avec les contraintes liées aux projets ? Comment envisager la suite des actions, une fois le programme terminé ? Les réseaux créés permettent-ils d'établir des liens de coopération décentralisée ? Quel rôle doit jouer Cités Unis France dans le cadre d'un éventuel URB-AL IV ? Quelles leçons et bonnes pratiques peuvent être retenues ?

Président de séance : **Chantal Bourvic**, Conseillère déléguée aux relations internationales, Présidente du groupe-pays Amérique Centrale et Cuba



### 17h45 Conférences



- Réunion de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (sous réserve de l'agenda du futur ministre)

- **Les aspects juridiques de la coopération décentralisée**

La loi Thiollière encadre aujourd'hui les actions internationales des collectivités territoriales et de leurs groupements : une convention doit être conclue ou si l'urgence le justifie, les collectivités peuvent mettre en oeuvre des actions à caractère humanitaire. Les collectivités peuvent également agir hors convention sur la base de leur clause de compétence générale. La conférence propose de présenter comment sécuriser son action internationale dans ce contexte législatif avec les limites qu'il présente.

Modérateur :

Yvan Razafindratandra, Avocat

- **Sensibilisation des collectivités françaises aux lignes directrices internationales sur la décentralisation et l'accès aux services de base adoptés par ONU-Habitat : la coopération décentralisée, un levier incontournable au développement des services de base**

Le succès des différents processus de décentralisation engagés dans de nombreux pays en développement dépendra de la capacité et de l'engagement des élus locaux à réunir les conditions de bases indispensables au développement local, notamment à travers un accès équitable et durable aux services de base.

Les Lignes directrices internationales sur la décentralisation et l'accès aux services de base pour tous (LDI), adoptées par les Etats membres de l'ONU en 2009, offrent un cadre de référence international pour la gouvernance de ces services, en clarifiant et organisant le rôle et les responsabilités de chaque catégorie d'acteurs : l'Etat, les autorités locales, les prestataires de services, la société civile.

Aujourd'hui, la France -via le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)- finance des projets opérationnels pour la mise en oeuvre des LDI dans les pays du Sud. Ce soutien est renforcé par les partenaires

# Evénement

## 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités



au développement, notamment ceux de la coopération décentralisée, qui sont des leviers incontournables pour accompagner les collectivités territoriales étrangères à la fois dans le renforcement de leurs capacités et dans la mise en œuvre de leurs projets locaux.

**19h30** Cocktail dînatoire sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »

Mardi 3 juillet 2012

**9h00** Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

**11h00** Pause sur l'espace Partenaire

**11h30** Séance plénière

**13h15** Cocktail déjeuner sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »

**14h30** Conférences



7

### • Construire par les territoires : la planification stratégique territoriale en Afrique

C'est en Afrique que l'urbanisation est aujourd'hui la plus rapide, entraînant des besoins considérables en infrastructures et en services. Pour un élu, prévoir l'avenir du territoire qu'il gouverne est une tâche qui peut paraître insurmontable. Pourtant, la planification stratégique renvoie directement aux compétences des collectivités territoriales et leur permet d'avoir une vision globale du territoire, qui intègre et dépasse l'approche sectorielle.

Cette séance s'inscrit dans la préparation du sommet Africités VI, dont l'édition 2012 est consacrée à *la construction de l'Afrique à partir de ses territoires et du défi que cela représente pour les collectivités locales*. Or, de nombreuses coopérations décentralisées portent aujourd'hui sur la recherche d'outils d'aide à la décision et de planification territoriale.

Cette conférence souhaite ainsi mettre en lumière l'importance pour la coopération décentralisée, d'inscrire ses méthodes et ses actions dans une planification globale, existante ou à bâtir.

### • Bilan du Forum Mondial de l'Eau à Marseille : amplifier et valoriser la contribution des collectivités pour l'eau et l'assainissement

Le Forum Mondial de l'eau a été l'occasion de réaffirmer le rôle des collectivités dans l'organisation et la gestion des services d'eau et d'assainissement, mais également dans la coopération.

L'objectif de la conférence sera de dresser, à partir de témoignages, un bilan du Forum mondial de l'eau notamment sous l'angle de la participation des collectivités.

Une identification des besoins des collectivités locales françaises en matière de dispositifs d'appui pour leur mobilisation, notamment au travers de la loi Oudin aura été préalablement réalisée. Les débats porteront sur les options qui s'offrent aux collectivités pour faciliter leur engagement à l'international dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

# Evénement

## 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités



- **Été 2011 – été 2012, un an d'élections au Maghreb**

Le Maghreb a connu ces douze derniers mois une intense activité électorale : élections constituintes en Tunisie le 23 octobre 2011, élections législatives au Maroc le 25 novembre 2011, élections législatives en Algérie le 10 mai 2012.

Fruit du mouvement arabe, ces élections législatives ou constituintes sont perçues comme la manifestation de l'ouverture et de l'aspiration à la démocratie que connaissent les pays du Maghreb. Si des populations ont déjà voté dans le cadre d'élections législatives, rares ont été les occasions d'exprimer un vote dans un tel contexte d'ouverture politique.

Le succès des partis islamistes a surpris et inquiété en même temps. Alors que les aspirations et affirmations démocratiques n'ont jamais été aussi fortes au Maghreb depuis de nombreuses années, comment comprendre le fait électoral ?

En présence d'Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS et directeur des études à l'EHESS, la conférence cherchera à donner des éléments d'éclairage et de compréhension sur cette étape essentielle de l'histoire du Maghreb.



**16h15 Pause sur l'espace Partenaire**

**16h30 Conférences**



- **Le patrimoine immatériel au cœur de l'identité des territoires et sa place dans la coopération décentralisée**

Alors que les politiques se recentrent sur le local, la coopération décentralisée tend à devenir un outil de marketing territorial. Cette conférence mettra en valeur l'action internationale des collectivités comme outil de valorisation du savoir-faire local et de renforcement de l'identité du territoire.

Dans cette logique de préservation des richesses et de renforcement de l'identité des territoires, le thème du patrimoine offre un grand champ d'actions aux collectivités avec le patrimoine bâti (architecture, savoir faire, monuments religieux) et le patrimoine culturel vivant (folklore, musique, comportement, tradition, histoire, courant artistique).

Sous le vocable « patrimoine immatériel », de nouveaux sujets de coopération émergent dans la coopération décentralisée. Ils correspondent à des logiques de rayonnement des territoires construits autour de savoir faire spécifiques : tels que le marketing territorial ou le développement d'une identité particulière au travers de la danse, de la culture orale, des rituels ou des produits du terroir.

- **Associations – collectivités territoriales : du dialogue au partenariat**

Collectivités et associations sont aujourd'hui des acteurs internationaux reconnus, par l'Etat comme par la communauté internationale. Chacune est dotée d'une légitimité propre : territoriale et fondée sur des compétences pour les premières, émanant de l'engagement citoyen et assise sur des projets pour les secondes. Si les collectivités poursuivent une politique publique de coopération ou d'actions internationales, les associations s'inscrivent, elles, dans une démarche de solidarité internationale. Par ailleurs, la crise du Sahel va rendre nécessaire un échange entre les ONG humanitaires et les collectivités territoriales nombreuses dans cette région.

En France, les instances nationales de dialogue entre associations et collectivités ont été nombreuses à disparaître. C'est ainsi que le dialogue s'est davantage noué au niveau régional, départemental, intercommunal ou communal.

## 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités



La conférence se propose de réfléchir, en partant des outils existant (tels les programmes concertés pluri-acteurs), sur les mobilisations conjointes possibles et souhaitables, dans le respect du rôle respectif de chacun. Il pourra en résulter des recommandations pour des lieux de rencontres régulières.

### • Relancer la coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire

La plupart des partenariats de coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire se sont arrêtés avec la grave crise qu'a traversée le pays depuis 2002.

Malgré les efforts des autorités nationales et locales ivoiriennes, l'appui de l'Union européenne et de partenaires tels que l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), et les initiatives copilotées par Cités Unies France, la coopération décentralisée franco-ivoirienne n'a pas retrouvé son dynamisme.

La sortie de crise, bien que fragile, semble bien engagée ; le contrat de désendettement et de développement laisse augurer un nouveau souffle pour l'Etat central et, osons l'espérer, un nouveau dynamisme pour les collectivités ivoiriennes.

Cette conférence est une étape pour explorer les possibilités de développement pour les partenariats, qu'ils soient maintenus, suspendus ou potentiels.

### 18h15 Cocktail de clôture du Forum



# Evénement

## 3<sup>ème</sup> forum de l'action internationale des collectivités



### Cofondateurs - Organismes



### Partenaires institutionnels



### Partenaires officiels



10

### Informations pratiques

- Dates : 2 et 3 juillet 2012
- Horaires : lundi 2 juillet : 13h00-19h30  
mardi 3 juillet : 9h30-18h30
- Lieu : Palais des Congrès de Paris
- Accès : M° Ligne 1 direction la Défense, station Porte Maillot, RER C Neuilly-Porte Maillot, Bus 82, 73, PC1, PC3



Plus d'informations sur le programme, les exposants et inscriptions en ligne :

[www.coopdec-icic.org](http://www.coopdec-icic.org)

## BÉNIN

**Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise**

### Remaniement ministériel

Le 10 avril, le président béninois Boni Yavi a procédé à un remaniement ministériel. Par cette décision, il prend la tête du ministère de la défense nationale. L'ancien ministre de la défense, Issifou Kogui N'douro occupe désormais le poste de ministre d'Etat en charge des affaires présidentielles. Ce remaniement a également concerné le ministère de l'Économie et des Finances ainsi que le ministère de l'Énergie, des Recherches pétrolières et minières, de l'Eau et des Énergies renouvelables.

(Source : <http://www.ambafrance-bj.org>)

### Mission de Cités Unies France au Bénin, du 8 au 13 mai 2012

La présidente du groupe-pays Bénin, Rose-Marie Saint Germès Akar se rendra au Bénin du 8 au 13 mai. Elle sera accompagnée d'Astrid Frey, chargée de mission du groupe-pays Bénin de Cités Unies France. Cette mission, la première après les Assises d'octobre 2010, devra permettre de poursuivre le dialogue avec l'Association nationale des communes du Bénin, avec les ministères concernés et avec l'Ambassade de France. Cela devra aussi être l'occasion de chercher d'éventuelles articulations avec les programmes d'appui aux communes des coopérations néerlandaises et belges.

## BURKINA FASO

**Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président de la Région Limousin**

### Première édition des Journées de l'entrepreneuriat au CEFPO de Ouagadougou

Le Centre d'évaluation et de formation professionnelle de Ouagadougou (CEFPO) a accueilli, les 21 et 22 avril derniers, la première édition des Journées de l'entrepreneuriat. Organisée par la Jeune Chambre Internationale (JCI), cette activité de formation et de partage d'expériences a réuni environ 200 personnes. Elle participe à la mission de la JCI Ouaga Golden qui est d'« offrir des opportunités de développement aux jeunes en leur donnant la capacité de créer des changements positifs ».

Pour plus d'informations :

<http://www.lefaso.net/spip.php?rubrique13>

### Burkina-Italie : la coopération redynamisée

Le ministre italien de la Coopération internationale et de l'Intégration, Andrea Riccardi a été reçu le vendredi 20 avril 2012 par le Président du Faso, Blaise Compaoré. Les échanges entre les deux hommes ont essentiellement porté sur la redynamisation de la coopération entre les deux pays. « Je suis venu confirmer l'intérêt de notre pays à soutenir le Burkina Faso et à entretenir avec ce pays des liens d'amitié et de coopération », a indiqué M. Riccardi.

(Source : <http://www.lefaso.net/spip.php?rubrique62>)

## CÔTE D'IVOIRE

### Le Commissaire au développement en visite en Côte d'Ivoire

Le 17 avril, le Commissaire au développement, Andris Piebalgs, s'est rendu en visite officielle en Côte d'Ivoire, un an après sa première visite au lendemain de la cessation des conflits.

Une rencontre avec le Président et le Premier ministre ivoiriens devait permettre de relancer le dialogue politique ainsi que d'identifier les secteurs de coopération prioritaires. Des enjeux régionaux comme la situation au Mali et dans la région du Sahel devaient également être abordés.

(Source : <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/12/376&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>)

### En visite à Duékoué, le président Ouattara promet la réconciliation

Le président ivoirien Alassane Ouattara s'est rendu pour la première fois à Duékoué. Dans cette ville symbolique, théâtre d'un déferlement de violence lors de la crise postélectorale, le chef d'État s'est posé en rassembleur, promettant la justice à la foule venue l'écouter.

(Source: <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20120424091741/>)

### Cités Unies France travaille à la coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire

Le bureau exécutif de Cités Unies France a indiqué, sous réserve d'un intérêt des collectivités françaises engagées avec des collectivités ivoiriennes ou soutenant des associations de leur territoire, et d'un accompagnement du MAEE et des associations ivoiriennes de collectivités, son souhait de relancer la coopération décentralisée avec la Côte d'Ivoire, alors que la sortie de crise et le processus de reconstruction semblent prometteurs.

Cette décision pourrait se concrétiser par un prochain déplacement de Cités Unies France en Côte d'Ivoire, suivi d'une conférence le 3 juillet 2012, dans le cadre du troisième Forum de la coopération internationale des collectivités.

La démarche fait écho à l'implication de Cités Unies France dans le projet « Renforcement des capacités des collectivités locales du Burkina Faso et de Côte d'Ivoire dans une logique de dialogue et de construction de la paix par le développement » cofinancé par l'Union européenne et piloté par l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF).

## ACTUALITÉS MADAGASCAR

### Appel à propositions européen pour les autorités locales malgaches

La délégation de l'UE à Madagascar a lancé un appel à propositions restreint dans le cadre du programme « Acteurs Non Etatiques et Autorités Locales » (ANE/AL).

L'objectif premier de ce programme est de soutenir des actions proposées et mises en œuvre par des autorités locales, en vue de renforcer leurs capacités institutionnelles et opérationnelles ainsi que leur participation aux politiques et programmes en matière de développement (EuropeAid/132-664).

Les trois priorités de cet appel à propositions sont : le renforcement de la dimension « gouvernance locale » et des capacités institutionnelles ainsi que l'encouragement de la coopération décentralisée.

Doté d'un budget de 2 millions d'euros, il est ouvert jusqu'au 14 juin 2012. Toute subvention octroyée à une action doit être comprise entre les montants minimaux et maximaux de 75 000 euros et 500 000 euros.

L'appel à propositions ainsi que les lignes directrices et le dossier de demande de subvention sont téléchargeables au lien suivant :

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1335261009845&do=publi.detPUB&searchtype=QS&orderby=upd&orderbyad=Desc&PubliList=15&page=3&aoref=132664>

### Signature d'une subvention de 5 millions d'euros pour la formation professionnelle dans le secteur BTP

Le 12 avril, le ministre des finances et du budget et le directeur de l'AFD ont signé, en présence de Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France à Madagascar et du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, une convention de financement portant sur un projet de modernisation du dispositif de formation professionnelle dans le secteur du bâtiment et des travaux publics à Madagascar.

(Source : <http://www.afd.fr/home/pays-d-intervention-afd/afrique-sub-saharienne/pays-afrique/madagascar>)

## MADAGASCAR

**Président : Alain Huard, conseiller général de l'Eure**

### Le Parlement a adopté la loi d'amnistie

À Madagascar, la loi d'amnistie a été adoptée le vendredi 13 avril par le Parlement au terme d'une session parlementaire extraordinaire. Les débats ont été houleux ; les membres de la mouvance de l'ancien président Marc Ravalomanana ont boycotté le vote qui a eu lieu in extremis quelques heures avant la clôture de la session. La loi exclut de l'amnistie les violations graves des droits de l'homme et énumère les infractions non amnistiables, parmi lesquelles le meurtre. Elle ne permet donc pas à M. Ravalomanana de rentrer, l'ancien président aujourd'hui en exil ayant été condamné par contumace en 2010 pour meurtre. Cette adoption constitue toutefois une avancée dans l'application de la feuille de route, après la promulgation d'un code électoral révisé et l'élection de la présidente de la nouvelle commission électorale indépendante.

(Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20120413-madagascar-le-parlement-adopte-loi-amnistie>)

### Faute de moyens financiers, Madagascar reste toujours sous la menace des criquets

Il y a plusieurs mois, la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a lancé l'alerte, affirmant que le fléau pouvait menacer 13 millions de malgaches soit les deux tiers de la population. Cette estimation globale n'a pas suffi à réunir les fonds nécessaires pour écarter totalement le danger et mettre en place des solutions à long terme puisque sur les 7,6 millions de dollars prévus, 2 millions seulement ont pu être mobilisés. Une nouvelle campagne d'urgence est en cours.

(Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20120416-madagascar-invasion-criquets-agriculture-fao>)

### La France apporte un soutien continu aux opérations du PAM

Le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) reçoit une nouvelle contribution de la France, d'un montant de 700 000 euros, pour ses opérations à Madagascar. Ce soutien permet au PAM de venir en aide aux enfants démunis des quartiers défavorisés d'Antananarivo, Fianarantsoa, Toamasina, Toliara, par le biais de la distribution de repas scolaires.

(Source : <http://fr.wfp.org/histoires/france-apporte-soutien-continu-aux-operations-pam-a-madagascar>)

### Déplacement de l'ambassadeur et du COCAC à Tamatave

Les 17 et 18 avril, l'ambassadeur accompagné du conseiller de coopération et d'action culturelle (COCAC) ont participé à l'ouverture du colloque international « Ethique, démocratie et développement » organisé en partenariat avec l'Université de Rouen et avec l'appui du SCAC et de la région Haute-Normandie.

Des rencontres et séances de travail ont également pris place avec des responsables de collectivités territoriales français présents à Toamasina (Régions Rhône Alpes, Basse-Normandie, Haute Normandie).

(Source : <http://www.ambafrance-mada.org>)

## MALI

**Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe**

### **Nomination du Premier ministre et du gouvernement de transition**

L'astrophysicien malien Cheick Modibo Diarra, a été nommé le 17 avril Premier ministre de transition du Mali, selon un décret du président par intérim lu sur les médias publics

Le gouvernement de transition, composé de 24 ministres, a été nommé par décret. Au 26 avril, sa composition suscitait des protestations dans la classe politique.

(Sources : <http://www.izf.net>, <http://www.rfi.fr/afrique/20120417-mali-bamako-att-junte-nomination-premier-ministre-sidibe-kati-gassama-Cheick-Modibo-Diarra><http://www.rfi.fr/afrique/20120424-mali-le-premier-ministre-s-apprete-nommer-le-gouvernement-transition>)

### **La Présidence de l'Union africaine face à la situation malienne**

La présidence de l'Union africaine, actuellement assurée par le Bénin, s'est exprimée sur la situation politique au Mali dans un communiqué publié le 16 avril. Le Président constate le retrait des militaires putschistes de la scène politique et le retour à l'ordre constitutionnel. Il se félicite également de l'investiture de Dioncounda Traoré en qualité de président intérimaire du Mali et soutient les efforts fournis par la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour permettre au Mali de préserver son intégrité territoriale et sa souveraineté nationale.

Les partis politiques et organisations de la société civile du Mali opposés au coup d'Etat ont lancé un appel à la CEDEAO afin qu'elle veille au retour effectif des militaires dans les casernes, au respect strict de la légalité constitutionnelle et qu'elle aide à la libération du Nord du pays. « En dépit des immenses efforts accomplis par la CEDEAO », qui a signé le 6 avril avec les putschistes un accord cadre pour le « retour à la normalité constitutionnelle » au Mali, « le retour de l'armée dans les casernes reste un objectif lointain non réalisé », déclare le Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et la République (FDR) dans un communiqué signé de son président, Siaka Diakité.

(Sources : <http://www.ambafrance-bj.org> et <http://www.jeuneafrique.com/actu/20120424T074801Z20120424T074800Z/mali-ap-pel-au-retrait-effectif-des-militaires-de-la-politique.html> - Information du 24 avril 2012)

### **Recherche de compromis sur la transition au Mali**

La médiation ouest-africaine dans la crise malienne poursuit sa mission à Bamako afin d'aboutir à un compromis sur la présidence et la durée de la transition mise en place le 12 avril (...). Les délégués de la CEDEAO ont reçu le 10 mai, tour à tour, des représentants de l'ex-junte, le président de transition Dioncounda Traoré et le Premier ministre Cheikh Modibo Diarra.

(Source : rfi.fr - Information du 11 mai)



## ACTUALITÉS MALI

### **AQMI domine le Nord Mali**

Al Quaïda au Maghreb Islamique domine désormais le Nord Mali et le fait savoir. Renforcés d'éléments venus du Maroc, de la Tunisie et de la Lybie, les jihadistes algériens, nigériens, tchadiens, mauritaniens et maliens d'AQMI et d'Ançar Dine imposent leur loi.

La profanation et la destruction du mausolée du Saint Sidi (Mahmoud Ben) Amar à Tombouctou par les nouveaux maîtres de la ville rappelle le sort fragile d'oeuvres appartenant au patrimoine mondial.

À Bamako les militaires de la junte maintiennent la pression : ils ont procédé à l'arrestation du commandant Mamadou Lamine Konaré, fils de l'ancien président de la République Alpha Oumar Konaré. Selon les dernières informations, les établissements scolaires devraient ouvrir lundi 7 mai.

(Source : <http://www.corens.net/> Information du 6 mai)

### **La crise malienne et ses conséquences en Afrique saharo-sahélienne à Cités Unies France**

Le 19 avril, plus de 80 représentants de collectivités, associations de jumelage, réseaux régionaux et structures d'appui à la coopération décentralisée, ont participé à la journée d'analyse orga-



nisée par Cités Unies France. Parmi les intervenants, étaient présents : le directeur du Centre de Crise du ministère des Affaires étrangères et européennes, Serge Mostura, la Délégation de l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) représentée par Pierrick Hamon, le président de l'Association des municipalités du Mali, Boubacar Bah et plusieurs ONG.

La synthèse de cette journée sera bientôt disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

Le pôle Afrique remercie Hubert Ledoux (CORENS) et Fabrice Tarrit (Montreuil) pour leur contribution à la réalisation de cette synthèse.

## ACTUALITÉ AFRIQUE DE L'OUEST

### L'incidence des camps de réfugiés sur la situation alimentaire en Mauritanie

En Mauritanie, le camp de Mbéra accueille désormais plus de 57 000 réfugiés en provenance du Mali. Les conditions sanitaires sont en-deça des normes humanitaires : les réfugiés ne disposent que de 9 litres d'eau par jour, et le camp ne dispose que de 100 latrines. Le camp se trouve à 6h de route de l'hôpital de référence le plus proche à Néma. Cette situation ne doit pas occulter la crise alimentaire préexistante en Mauritanie et renforce localement les problèmes de disponibilités de céréales et d'eau. Des Mauritaniens s'infiltrent dans les camps pour avoir accès à l'aide humanitaire.

Le gouvernement procède à des distributions gratuites de vivres et d'assistance aux élevages ; cependant, ces programmes sont insuffisants. L'exode est plus important que d'habitude.

Selon le bureau local du Programme alimentaire mondial (PAM) à Nouakchott, environ 900 000 personnes seraient affectées par l'insécurité alimentaire à ce jour.

Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique60>

(Sources : [www.MSF.fr](http://www.MSF.fr), Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine/USAID)

### Colloque sur l'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest

Les pays membres de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis durant trois jours, fin mars, afin de réfléchir à la manière de coordonner leur action pour privilégier l'émergence d'une industrie dans la sous-région. Les défis auxquels ils font face sont connus depuis longtemps : absence de crédits accordés par les banques pour créer ou développer son entreprise, infrastructures obsolètes qui freinent la productivité et surtout manque de cohérence dans les politiques de développement industriel initiées par les États membres de la CEDEAO. (Source : <http://www.rfi.fr/emission/20120329-togocedeao-colloque-industrialisation-afrique-ouest>)

*Pour plus d'informations :*

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo)

Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)

Courriel : [s.derekeneire@cites-unies-france.org](mailto:s.derekeneire@cites-unies-france.org)

## MAURITANIE

**Président de groupe-pays : Daniel Allieux, conseiller syndical au Syndicat d'Agglomération Nouvelle de Sénart**

### Un nouveau président pour le groupe-pays Mauritanie

Daniel Allieux, conseiller syndical à Sénart, a été élu président du groupe-pays Mauritanie. Le SÂN de Sénart et ses 8 communes membres sont tous engagés en coopération décentralisée avec des communes du Trarza et du Brakna. Michel Sapin, président du groupe d'amitié parlementaire franco-mauritanien, continuera à suivre avec attention les activités du groupe-pays et reste président d'honneur du groupe-pays. Cités Unies France le remercie chaleureusement d'avoir porté la coopération décentralisée française en Mauritanie pendant de nombreuses années.

### Une marche pour la démission de Mohamed Ould Abdelaziz

Des milliers de jeunes Mauritaniens se sont donnés rendez-vous dans les rues de Nouakchott, le dimanche 22 avril, pour exiger la démission du président Mohamed Ould Abdelaziz et la « fin des régimes militaires ».

La manifestation a été organisée par la Coordination de l'Opposition Démocratique (COD), qui a mobilisé les organisations de jeunes de ses dix partis. Depuis quelques mois, elle s'est radicalisée et exige désormais le départ du chef de l'État. Cette manifestation suit le rassemblement organisé mercredi 18 avril par le Mouvement des jeunes de Mauritanie.

(Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/AR-TJAWEB20120423102658/mauritanie-sidi-ould-cheikh-abdallah-mohamed-ould-abdelaziz-codmauritanie-une-marche-pour-la-demission-de-mohamed-ould-abdelaziz.html>)

## NIGER

**Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville**

### Journée de la concorde nationale : consolidation de la culture de la paix

Le Niger a célébré le 24 avril, date anniversaire de la signature des accords de paix entre le gouvernement et les fronts de l'ex-rébellion touarègue armée la journée nationale de la concorde. Cette Journée a été instituée le 24 avril 1995, un peu moins d'un an après la signature de l'accord de paix de Ouagadougou, le 9 octobre 1994. Plusieurs activités ont été organisées à cette occasion, dont une conférence et une course hippique.

Le débat politique au Niger est actuellement animé par deux grandes questions, parfois vivement relayées dans les médias. Il s'agit tout d'abord du limogeage de plusieurs personnalités (ministres et députés) de l'État, impliquées ou soupçonnées d'être impliquées dans des détournements massifs d'argent public. En parallèle à ces actes d'« assainissement de l'État », certaines critiques ont été émises concernant la mauvaise gestion du pays : coupures d'électricité récurrentes dont la plus marquante a eu lieu à Niamey du 10 au 12 avril, et crise alimentaire déjà prégnante sur le territoire, notamment dans le sud du pays.

## ACTUALITÉS AFRIQUE DE L'OUEST

### Installation solennelle et tenue de l'assemblée générale du Conseil des Collectivités territoriales membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (CCT/UEMOA)

Du 11 au 13 avril 2012 ont eu lieu à Niamey, la cérémonie d'installation solennelle et l'Assemblée générale du Conseil des Collectivités Territoriales membres de l'UEMOA (CCT/UEMOA). Pour mémoire, les pays membres de l'UEMOA sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Le CCT/UEMOA est composé de 48 membres, en raison de six représentants par pays. L'assemblée générale a été présidée par le Premier ministre nigérien Brigi Rafini. Hubert Julien-Laferrière, vice-président du Grand Lyon, était présent et représentait Cités Unies France.

L'instauration du CCT permet de mettre autour d'une même table les collectivités des huit pays de la zone. Cette installation équivaut à la reconnaissance de la décentralisation et de la capacité d'action des collectivités à participer au développement des pays. Au-delà de cette reconnaissance, « L'UEMOA fait œuvre de précurseur parmi les organisations régionales en matière d'implication des pouvoirs locaux dans le processus d'intégration » a indiqué à Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire général des Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU-A).

L'Assemblée générale a voté la constitution d'un bureau composé de trois membres. Il est présidé par le maire de Treichville (Côte d'Ivoire), François Albert Amichia, d'un premier vice-président, le maire de Parakou (Benin), El Hadj Soulé et d'un deuxième vice-président, Boubacar Bah, maire de la commune V de Bamako. Tous trois président une association nationale des collectivités locales de leurs pays respectifs.

### Situation alimentaire et agropastorale au Sahel : l'ONU fustige « l'indifférence » du monde face à la situation alimentaire au Sahel

Le 10 avril, plusieurs responsables d'agences humanitaires de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ont lancé un nouvel appel d'urgence pour faire face à la situation d'insécurité alimentaire au Sahel. 8,8 millions de personnes reçoivent une aide alimentaire dans la région. Elisabeth Byrs, la porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM) à Genève, a averti que son organisation devra diminuer le niveau de son soutien si les fonds ne sont pas mobilisés dans les quatre semaines. Le même jour, l'ONG Oxfam a elle aussi relancé un appel à dons de 37 millions de dollars pour venir en aide à 1 million de personnes dans la région, considérant que « 12 millions de personnes en Afrique occidentale et centrale sont menacées par une grave crise alimentaire ». Selon les prévisions, la crise devrait atteindre son pic entre juillet et septembre.

(Source : Lettre hebdomadaire n°391, AFDI)

### Le fonds pour l'agriculture africaine, une première pour lutter contre la faim

Face aux menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire africaine, des partenaires européens, africains et mondiaux ont, pour la première fois, mis en commun leurs moyens et leur expertise au sein d'un même fonds d'investissement (African Agriculture Fund) afin de promouvoir les investissements agricoles en Afrique et l'accroissement de la production agricole destinée à la consommation intérieure.

Cité dans la Déclaration finale du G 20 agricole en juin 2011, ce fonds panafricain, qui devrait totaliser plus de 200 millions de dollars en juillet 2012, opère sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole et en priorité dans le secteur primaire.

## SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire de Lille Métropole

### Réunion du groupe-pays Sénégal, le vendredi 20 avril 2012

Lors de la réunion du groupe-pays Sénégal qui s'est tenue le 20 avril 2012 à Cités Unies France, les débats ont été enrichis par les interventions de Mamadou Dior Diaw, Directeur de la coopération décentralisée au Sénégal. Les principales questions abordées concernaient deux grands thèmes : les compétences et les formations des fonctionnaires dans le cadre de la décentralisation, et le besoin de dépasser la mise en réseau pour aller vers une mutualisation (information, compétences, outils, etc.) et une capitalisation des pratiques de la coopération décentralisée. En 2012, le groupe-pays approfondira la réflexion sur ces thèmes.

### Nomination du Premier Ministre

Abdoul Mbaye, 59 ans, a été nommé chef du gouvernement par le président Macky Sall. Cette nomination a surpris car son nom ne figurait pas parmi les prétendants au poste. Sa nomination semble cependant bien acceptée. Pour plus d'informations : [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)

## TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Liberal, vice-présidente de la Communauté de Communes de la Côte Roannaise

### Intensification de la coopération Togo / Bénin dans le domaine de l'environnement

Le Bénin et le Togo se sont engagés à renforcer leur coopération dans les domaines de l'environnement et de la gestion durable des ressources naturelles en signant un accord-cadre de partenariat en mars dernier à Lomé.

Pour plus d'informations : [www.afriqinfos.com](http://www.afriqinfos.com)

### Un Institut Français moderne à partir de 2013

Un Institut Français « moderne très équipé » sera opérationnel au Togo à partir de 2013, a annoncé mercredi à Lomé, Xavier Darcos, le président de l'Institut Français à Paris, à l'issue d'un entretien avec le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé.

(Source : <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=11&idnews=19066>)

## ACTUALITÉ AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA

Sixième Sommet des Amériques à Carthagène en Colombie, les 14 et 15 avril 2012



Le sixième Sommet des Amériques s'est déroulé à Carthagène, les 14 et 15 avril 2012, en présence d'une trentaine de dirigeants des pays de l'Organisation des États Américains (OEA).

Intitulé : « Connecter les Amériques : partenaires pour la prospérité », ce Sommet était centré sur la coopération et l'intégration régionales comme moyens de renforcer le développement des pays membres et surmonter les défis actuels de réduction de la pauvreté et des inégalités, de sécurité citoyenne, de gestion des risques et d'accès aux nouvelles technologies.

Lors de ce Sommet, la majorité des pays a manifesté son soutien à la réintégration de Cuba au sein de l'OEA. Exclue de l'OEA depuis un demi-siècle, Cuba n'a jamais assisté à l'un de ces sommets organisés tous les trois ans depuis 1994. La position nord-américaine (Canada et États-Unis), hostile à la réintégration de Cuba, reste toutefois inchangée car, selon Barack Obama, le pays n'a montré « aucun intérêt à modifier ses relations avec les États-Unis ».

Le président équatorien Rafael Correa et le président nicaraguayen Daniel Ortega n'ont pas participé au Sommet. Le dirigeant vénézuélien Hugo Chavez, était quant à lui, retenu à Cuba pour son traitement contre le cancer. Les nombreuses divergences entre les États révélées lors de ce sommet, rendent l'avenir du Sommet incertain.

(Source : <http://www.france24.com/fr/20120415-sommet-ameriques-conclusion-declaration-finale-cuba-colombie-etats-unis-obama-castro-diplomatie-carthagene> et <http://www.summit-americas.org/sixthsummit.htm>)

## AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA

Présidente du groupe-pays : Chantal Bourvic, conseillère générale déléguée, conseil général du Val-de-Marne

Préparation du séminaire sur la coopération décentralisée et le développement territorial en Amérique centrale et Cuba, les 28, 29 et 30 novembre 2012

En introduction à la réunion du groupe-pays du 29 mars 2012, Chantal Bourvic a présenté les résultats de la mission de Cités Unies France au Nicaragua, à laquelle elle participait les 12 et 13 janvier derniers. À cette occasion, la délégation a rencontré S.E.M. Antoine Joly, ambassadeur de France au Nicaragua, et une représentante de l'Institut Français d'Amérique Centrale (IFAC), en vue de la préparation du « Séminaire sur la coopération décentralisée et le développement territorial en Amérique Centrale et Cuba » qui aura lieu à Esteli, Nicaragua, les 28, 29 et 30 novembre 2012.

Ces deux journées ont permis à la délégation d'échanger sur les thématiques et les grandes lignes du séminaire avec certaines ONG françaises présentes au Nicaragua (ACTED, AVSE, Telecom Sans Frontières, etc.) ainsi qu'avec les représentants des collectivités territoriales nicaraguayennes qui ont une coopération active avec une collectivité territoriale française (Ocotol, Somoto, Esteli, Sebaco, Jalapa et Tuma-La Dalia).

L'axe principal du Séminaire sera la coopération décentralisée et le développement territorial et il s'articulera autour de trois sessions thématiques :

- éducation et culture ;
- santé, accès à l'eau et assainissement et gestion des ressources naturelles ;
- développement rural territorial et articulation avec les zones urbaines du territoire.

Une troisième journée, organisée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), sera consacrée uniquement au Nicaragua et ses partenaires français sur le développement territorial et la coopération décentralisée au Nicaragua, et à la présentation du programme Articulation des Réseaux Territoriaux (ART). Ce séminaire devrait permettre de mieux connaître la structuration de la décentralisation, les champs d'intervention et les compétences des collectivités territoriales de chaque pays, et de renforcer la gouvernance locale à travers le renforcement des capacités des autorités locales.

La suite de la réunion du groupe-pays a été consacrée à l'intervention de S.E.M. Orlando Requeijo Gual, ambassadeur de Cuba en France. Il a présenté les évolutions de la coopération décentralisée à Cuba, et a rappelé qu'il était important de définir les priorités de la coopération pour garantir la durabilité des projets. Il a souligné que parmi les 169 municipalités et 15 provinces, certaines connaissaient très bien les mécanismes de la coopération décentralisée et travaillaient seules, alors que d'autres ne possédaient ni les ressources ni les compétences nécessaires pour s'engager dans cette démarche.

Enfin, l'ambassadeur a reconnu les efforts et les travaux engagés par CUF dans le domaine de la coopération décentralisée et a encouragé l'organisation du Séminaire Amérique centrale et Cuba.

# Amérique latine & Caraïbes

## ARGENTINE

**Président du groupe-pays : Pierre-Marie Blanquet, vice-président du conseil général de l'Aveyron**

**Deuxièmes Rencontres de la coopération décentralisée France-Argentine, les 12 et 13 novembre 2012**

Les deuxièmes Rencontres, organisées par le conseil général des Pyrénées-Atlantiques adossé à la ville de Biarritz, les communautés d'agglomération de Bayonne-Anglet-Biarritz et de Pau et la région Aquitaine, auront lieu les 12 et 13 novembre 2012 à Biarritz.

Cette deuxième édition des Rencontres de la coopération décentralisée France-Argentine aura pour but le renforcement des liens existants entre collectivités territoriales françaises et argentines et la création de nouveaux liens de coopération. Un travail d'identification préalable a été effectué par certaines collectivités françaises et argentines qui souhaitent établir des liens de coopération entre elles.

Les Rencontres s'articuleront autour de quatre thématiques sur deux jours :

- le développement économique et la formation professionnelle ;
- l'agriculture et la filière agro-alimentaire ;
- la politique culturelle et patrimoniale territorialisée ;
- les Parcs naturels régionaux.

Deux jours de visites dans les territoires des collectivités françaises sont prévus après les Rencontres pour les partenaires argentins.

## ACTUALITÉ MEXIQUE

**Arrivée de la Solidaire du Chocolat 2012**

La deuxième édition de la Solidaire du Chocolat, organisée dans le cadre de la coopération entre l'État du Yucatan et le conseil régional des Pays de la Loire, partie du port de Saint-Nazaire le 11 mars dernier, a été remportée par le tandem franco-allemand, Jörg Riechers et Marc Lepesqueux, à bord de Mare. Les vainqueurs ont accosté sur les côtes mexicaines le 5 avril 2012 après 24 jours, 7 heures, 41 minutes de course et 5000 milles parcourus, sans escale, de Saint-Nazaire à Progreso. Ils devançant ainsi de 2 jours, 8 heures et 54 minutes le temps établi par Tanguy de Lamotte et Adrien Hardy (sur Initiatives-Novedia) lors de la première édition, en 2009.



L'accueil enthousiaste réservé aux équipes dès leur arrivée a démontré l'intérêt des habitants de Progreso pour cet événement sportif et solidaire. À cette occasion, 400 000 euros ont été collectés auprès de 63 mécènes pour les 16 associations soutenues par les 11 équipages. Parmi elles figuraient Action contre la Faim

et l'Association des Malades du Syndrome Néphrotique (AMSN), les deux associations soutenues par les vainqueurs.

*Pour plus d'informations :*

Felicia Medina, chargée de mission (Amérique centrale et Cuba, Argentine, Brésil, Haïti)

Courriel : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)

Courriel : [ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

## HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine

**Deux appels à propositions de l'Union européenne en faveur d'Haïti**

L'Union européenne a lancé deux appels à propositions pour financer des actions de développement en Haïti.

Le premier, dont l'enveloppe globale est de 1,2 millions d'euros, s'inscrit dans le cadre du programme acteurs non étatiques et autorités locales et vise à renforcer les capacités des autorités locales et des organisations de la société civile. Les notes succinctes devront être déposées au plus tard le 1er juin 2012.

Le second appel à propositions est lancé dans le cadre de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme. Il financera des actions ayant pour but la promotion des droits de l'homme et les réformes démocratiques, pour une enveloppe globale de 600 000 euros.

Les notes succinctes devront être soumises au plus tard le 25 mai 2012. Les lignes directrices et les fiches synthétiques des appels peuvent être consultées à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1515>

## CHILI

Président du groupe-pays : Roberto Romero, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France

**Appel à propositions de l'Union européenne pour le Chili dans le cadre du Programme « Autorités locales dans le développement »**

L'appel à propositions s'inscrit dans le Programme « Acteurs non étatiques et autorités locales » introduit en 2007. Ce présent appel est intégré dans le volet « un pays » Chili du budget 2012. L'objectif général de l'appel est de « renforcer les capacités de dialogue et de conduite de projets des organisations de la société civile et des autorités locales chiliennes pour leur participation dans la définition et la mise en œuvre de stratégies de réduction de la pauvreté et de développement durable ». L'enveloppe globale disponible s'élève à 570 000 euros.

Les notes succinctes, rédigées en espagnol, devront être déposées au plus tard le 4 juin 2012.

Les lignes directrices peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=RS&aofr=132651>

## ACTUALITÉ JAPON

### La construction d'une immense centrale solaire

Le 10 avril 2012, Tokyo a annoncé la construction d'une centrale solaire au sud-ouest du pays dans la région de Kagoshima. Le gouvernement a lancé cette initiative pour faire face à une probable pénurie en énergie due à la fermeture de la quasi-totalité de ses réacteurs mais aussi en réponse à la catastrophe du 11 mars 2011. Depuis la catastrophe de Fukushima, la quasi-totalité des réacteurs nucléaires a été mise à l'arrêt. Sur un parc de 54 réacteurs, un seul est encore actif. Avant l'accident, la part de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité se situait entre 25% et 30%. (Source : RFI)

### INDE

Président du groupe-pays Inde : Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France (ADF)

### Prochaine réunion du groupe-pays Inde, le 13 juin 2012

Les collectivités territoriales françaises engagées en coopération décentralisée en Inde sont invitées à se réunir le 13 juin à partir de 14h30 dans les locaux de Cités Unies France. Benjamin Gestin, attaché de coopération à l'Ambassade de France en Inde, sera présent à cette réunion.

### VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal de Toulouse, député européen

### Journée des associations d'amitié et de solidarité pour le Vietnam, le 19 mai 2012

À l'occasion de la célébration du quarantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et le Vietnam, l'Ambassade du Vietnam en France et la ville de Choisy-le-Roi organisent une Journée des associations d'amitié et de solidarité pour le Vietnam, le samedi 19 mai 2012 à Choisy-le-Roi.

### Renouvellement de la convention de coopération entre le conseil général du Val d'Oise et la Province d'An Giang

Les 23, 24 et 25 mai prochains, le Conseil général du Val d'Oise accueillera une délégation de la Province d'An Giang. Les deux collectivités devraient en profiter pour renouveler leurs accords de coopération.

*Pour plus d'informations :*

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

Courriel : [s.schonfeld@cites-unies-france.org](mailto:s.schonfeld@cites-unies-france.org)

## JAPON

**Président du groupe-pays : Jean-Michel BERLEMONT, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières**

### Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise du 27 au 31 août 2012 à Chartres : ouverture des inscriptions en ligne

À ce jour, 18 collectivités françaises et 17 collectivités japonaises ont confirmé leur participation. Toutes les collectivités françaises qui souhaitent participer et/ou intervenir lors des Troisièmes Rencontres sont priées de confirmer leur participation dès que possible. Les inscriptions en ligne sont ouvertes sur le site de la Ville de Chartres à l'adresse suivante : <http://chartresinternational.com/inscriptions/index.php>

Sur le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1179> se trouvent toutes les informations importantes concernant la préparation des Troisièmes Rencontres (le programme, les comptes-rendus des réunions du comité de pilotage français etc).

### Réunion d'information sur le projet « Villa Kujoyama », mercredi 30 mai 2012, à 10h00, à Cités Unies France

Organisée dans le cadre d'actions du groupe-pays Japon de Cités Unies France, la réunion d'information sur le projet « Villa Kujoyama » aura lieu le mercredi 30 mai 2012, à 10h00, à Cités Unies France. Elle sera présidée par Jean-Michel BERLEMONT, adjoint au maire de Nancy et président du groupe-pays Japon de Cités Unies France.

La « Villa Kujoyama » de Kyoto est une résidence d'artistes prestigieuse ouverte et intégrée dans de multiples réseaux pour renforcer les relations franco-japonaises. Aujourd'hui, elle est à la recherche d'un nouveau modèle de fonctionnement. L'Association des Centres Culturels de Rencontre (ACCR) et Cités Unies France, en accord avec l'Ambassade de France à Tokyo, ont conjointement répondu à un appel de l'Institut Français. Leur projet permettrait d'associer les collectivités locales françaises et les centres de rencontre culturels à la vie de la Villa Kujoyama autour de projets territoriaux impliquant notamment les institutions culturelles telles que les écoles d'art, les conservatoires etc.

Quelques collectivités informées ont déjà manifesté un réel intérêt pour ce projet. L'ordre du jour de cette réunion ainsi qu'un document expliquant le projet seront mis en ligne prochainement : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1547>

## CHINE

**Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône Alpes en charge des relations internationales et européennes**

### Première réunion géographique sur le Sichuan

La première réunion géographique sur le Sichuan a eu lieu le 10 avril à l'ARF, à l'initiative de Bernard Soulage, président du groupe-pays Chine de Cités Unies France et de l'Association des Régions de France (ARF). Le compte-rendu des échanges entre collectivités françaises engagées dans cette même province chinoise est disponible sur le site Internet de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique67>.

## RUSSIE

**4<sup>ème</sup> Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée, à Nice, les 14 et 15 décembre 2012 : la deuxième réunion du comité de pilotage, le 3 juillet 2012, de 16h00 à 18h00, au Palais des Congrès de Paris**

Deux ans après la 3<sup>ème</sup> Rencontre accueillie par la Ville de Strasbourg, la 4<sup>ème</sup> Rencontre de la coopération décentralisée sera organisée par la **Métropole Nice Côte d'Azur, les 14 et 15 décembre 2012**, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et européennes. Elle concernera la « **Gouvernance et attractivité des territoires** ».

Au-delà du désir d'étendre la coopération décentralisée entre la France et la Russie à de nouvelles collectivités, il s'agira également d'approfondir les relations existantes. Cités Unies France s'associe à l'organisation de cet événement et invite chaleureusement les collectivités territoriales à y participer.

À l'issue de la première réunion du comité de pilotage français, accueillie au siège de l'AMF, le 4 avril 2012, et présidée par Agnès Rampaal, adjointe au maire de Nice déléguée à l'Enseignement Supérieur, trois ateliers ont été choisis : **le développement urbain, les politiques territoriales de l'innovation** (avec en particulier l'expérience des pôles de compétitivité) et **la politique culturelle** (au sens de la requalification de la politique culturelle au service de l'attractivité du territoire).

**La deuxième réunion du comité de pilotage aura lieu le mardi 3 juillet 2012, de 16h00 à 18h00, au Palais des Congrès de Paris**, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités. Elle sera présidée par **Rudy Salles, député des Alpes-Maritimes et adjoint au maire de Nice** délégué aux Relations Internationales et au Tourisme. Une délégation russe sera également présente à cette occasion.

Le bulletin de participation pour cette réunion ainsi que les comptes-rendus des réunions précédentes du comité de pilotage sont disponibles sur le site de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1546>

## Réactualisation du « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russes » - édition 2012

La première édition du « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russes » de Cités Unies France est parue en novembre 2010, à l'occasion de la troisième Rencontre des collectivités territoriales franco-russes. Ce répertoire a pour vocation d'être actualisé le plus régulièrement possible. Sa deuxième édition est prévue pour juillet 2012. Ainsi, afin de mieux connaître les actions menées par les collectivités territoriales françaises dans ce pays, il leur est demandé de bien vouloir compléter la fiche de capitalisation qui figure sur le site de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1103>



## ACTUALITÉS BALKANS



**Le Courrier des Balkans**  
Le portail francophone des Balkans

LA REVUE DE PRESSE DU COURRIER DES BALKANS : <http://balkans.courriers.info>

## SERBIE

### Résultats de la présidentielle 2012

Tomislav Nikolic : 49,51%

Boris Tadic : 47,35%

Énorme surprise en Serbie. Alors que tous les sondages donnaient le Président sortant Boris Tadic largement en tête pour un troisième mandat consécutif, c'est le chef du parti progressiste, Tomislav Nikolic, qui l'emporte. L'abstention a atteint un niveau très élevé pour ce second tour : à 19h seuls 41,5% des électeurs s'étaient rendus aux urnes.

(Source : Le Courrier des Balkans : [http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id\\_article=19460](http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id_article=19460))

### Résultats des législatives 2012

Formation	Voix %	Sièges
Parti progressiste serbe (SNS)	24,01 %	73
Parti démocratique (DS)	22,07 %	67
Parti socialiste de Serbie (SPS)	14,54 %	44
Parti démocratique de Serbie (DSS)	7,00 %	21
Parti libéral-démocrate (LDP)	6,53 %	20
Régions unies de Serbie (URS)	5,51 %	16
Alliance des Hongrois de Voïvodine (SVM)	1,77 %	5
Parti d'action démocratique du Sandzak	0,72 %	2
Tous ensemble	0,64 %	1

(Source : <http://eizbori.com/rik-rezultati-parlamentarnih-izbora-na-osnovu-9751-odsto-birackih-mesta/>)

*Pour plus d'informations :*

Simoné Giovetti, chargé de mission  
(Arménie, Serbie, Europe du Sud-Est)

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

# Méditerranée

## ACTUALITÉS ALGÉRIE

(suite à la page 21)

### Décès de Ahmed Ben Bella, premier Président algérien

Entré en politique en 1946, Ahmed Ben Bella, premier Président de l'Algérie s'est éteint le 11 avril 2012, à l'âge de 95 ans. Omar Carlier, qui lui a consacré une biographie, le décrit comme « un nationaliste arabe francophone et un berbère réfractaire au berbérisme ».

### Élections législatives

Le corps électoral algérien, constitué de plus de 20 millions de personnes, est appelé à s'exprimer pour les élections législatives, le 10 mai 2012. 44 partis, regroupant 25 000 candidats, vont se disputer les 462 sièges de la chambre basse du parlement. La presse se fait l'écho d'une campagne assez terne et, surtout, de la crainte d'un fort taux d'abstention.

### Déclaration du ministre des Affaires étrangères quant à l'enlèvement de diplomates algériens à Gao, au Mali

Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a affirmé que les diplomates algériens (le Consul d'Algérie et ses six collaborateurs) enlevés à Gao le 5 avril dernier, « se portent bien ». L'Algérie avait condamné avec « vigueur » ces enlèvements et reste très attentive à la situation de son voisin malien.

### Les centres culturels français ont été regroupés en un Institut français d'Algérie

Issu de la fusion des cinq Centres culturels français d'Algérie (Alger, Annaba, Constantine, Oran et Tlemcen), l'Institut français d'Algérie a été officiellement présenté le 16 janvier 2012. Doté d'un budget de 14 millions d'euros pour l'année 2012, ses actions concernent l'enseignement supérieur et la recherche, les langues, la francophonie et les échanges culturels et artistiques.

### André Parant, nouvel ambassadeur de France à Alger

André Parant, conseiller du Président Nicolas Sarkozy pour les affaires africaines, succède à Xavier Driencourt au poste d'ambassadeur de France en Algérie. À 55 ans, il a occupé de nombreux postes à l'étranger (secrétaire de l'ambassade de France à Rabat, ambassadeur de France au Liban, chef de la mission coopération et action culturelle à Bangui) et à Paris.

## ALGÉRIE

### Président du groupe-pays : Georges Morin, conseiller délégué aux affaires méditerranéennes à la mairie de Gières

### Rencontre avec la délégation algérienne du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, le 5 avril 2012

Une délégation algérienne du ministère de l'Intérieur était en visite de travail en France du 2 au 6 avril dernier. Ce déplacement s'inscrit dans le cadre d'une déclaration d'entente signée en janvier 2012 entre les deux ministères français et algérien de l'Intérieur et des Collectivités locales autour de la formation et de l'évaluation des personnels des collectivités territoriales. Cités Unies France, la ville de Paris et le conseil général des Bouches-du-Rhône ont été sollicités pour rencontrer la délégation algérienne et discuter sur les orientations à donner à la coopération décentralisée franco-algérienne dans le cadre de ce partenariat bilatéral. Les échanges ont porté en particulier sur les stages en immersion des cadres algériens dans les collectivités territoriales françaises.

Cette rencontre fut également l'occasion de rappeler aux représentants des deux ministères de l'Intérieur, les difficultés d'accueil de délégations algériennes, souvent liées à la délivrance des visas par les autorités françaises et aux autorisations de sortie de territoire par les autorités algériennes. Cités Unies France maintiendra ses contacts avec le ministère français de l'Intérieur et l'Ambassade de France à Alger pour connaître les suites de cette rencontre. Elle sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion du groupe-pays Algérie, prévue au mois de juin.

### Programme concerté pluri-acteurs Algérie-Joussour (PCPA) : le comité d'attribution du Fonds d'appui aux initiatives locales s'est réuni à Béjaïa du 9 au 11 avril 2012

Le programme Joussour a lancé un appel à projets le 2 février dernier au niveau de la wilaya (région) de Béjaïa dans le cadre du fonds d'appui aux initiatives locales (FAIL). Pour rappel, ce fonds concerne les associations algériennes naissantes ou en cours de structuration ayant des projets de plus petite envergure. Le fonds doit encourager les initiatives locales en direction de la jeunesse et de l'enfance et favoriser la mise en réseau, notamment entre associations et collectivités locales. Le FAIL est mis en oeuvre à l'échelon local, au niveau d'une région. Jusqu'à présent, il a été mis en oeuvre dans 4 wilayas : Constantine, Oran, Bouira et El Oued. Ces choix ont été retenus en raison de l'existence de coopérations décentralisées avec respectivement les villes de Grenoble, de Bordeaux, de Roubaix et de Nanterre. Lors de sa dernière réunion, le comité de pilotage du programme Joussour a souhaité élargir le FAIL à deux nouveaux territoires, Béjaïa et Biskra.

Compte tenu de l'existence d'un partenariat entre la région Haute-Normandie et la wilaya de Béjaïa, Cités Unies France a mobilisé le conseil régional pour participer au comité d'attribution. Il a donc ainsi rejoint les 9 autres membres qui composent le comité : trois membres du comité de pilotage qui représentent la gouvernance (deux membres algériens - associations NADA/SMA et Etoile culturelle d'Akbou et un membre français de l'association Touiza Solidarités), un ancien membre du comité FAIL (Cités Unies France), deux membres de l'Assemblée plénière (les associations Cirta Oxygène à Constantine et SMILE à Oran), les deux membres de droit (SCAC et CFSI) et un représentant de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Béjaïa.

Le comité d'attribution s'est donc réuni du 9 au 11 avril à Béjaïa pour instruire les 10 projets déposés et rencontrer les porteurs de projets pendant des auditions. Le nombre de projets déposés est en deçà des prévisions alors même que Béjaïa est une région qui compte un tissu associatif important et dynamique. Mais cela s'explique par les conditions difficiles dans lesquelles les réunions d'information et les formations ont été réalisées en raison des intempéries qui ont touché l'Algérie, rendant les routes inaccessibles. Cinq projets ont été retenus et portent sur des thèmes aussi divers que l'accès à la culture et aux loisirs, la mise en réseau des associations autour de la prévention de la drogue, la formation aux métiers du cinéma et la prévention routière.

# Méditerranée

## MAROC

**Président du group-pays : Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille**

**Une rencontre autour de la question des partenariats entre la société civile et les collectivités territoriales, à Tiznit, en janvier dernier**

Organisée par Immigration Développement Démocratie (IDD), l'association Touya et l'Institut de Formation des Agents de Développement (IFAD), cette rencontre a réuni 85 personnes issues d'associations françaises, marocaines et maliennes. Elle se voulait être un espace de débat et de réflexion autour des conditions optimales pour asseoir un partenariat équilibré, juste et qui assure à chacun des acteurs de contribuer au développement durable des territoires. Cela à travers des échanges d'expériences et de pratiques mises en œuvre en France, au Maroc et au Mali, ou des nouvelles approches de partenariat entre collectivités territoriales et associations marocaines dans le cadre des plans communaux de développement (PCD).

Pour plus d'informations : [http://www.idd-reseau.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=265&Itemid=126](http://www.idd-reseau.org/index.php?option=com_content&task=view&id=265&Itemid=126)

**Forum social migrants sur la liberté de circulation et d'installation au Maghreb, les 6 et 7 octobre 2012 à Oujda**

À la suite du premier Forum social maghrébin qui s'est tenu à Al Jadida en juillet 2008 et face à l'importance des questions soulevées, le comité de suivi du Forum social maghrébin a pris la décision d'organiser régulièrement un forum thématique sur le thème « un autre Maghreb et une autre politique migratoire sont possibles ». La première rencontre a eu lieu le 18 décembre 2010 à Bruxelles et se concentrait sur « les migrants et leurs droits », la deuxième se tiendra à Oujda, les 6 et 7 octobre 2012, et aura pour thème « liberté de circulation et d'installation : un autre Maghreb est possible ». Elle constituera un espace de réflexion sur les actions à mener au niveau maghrébin pour le respect et la dignité des migrants qui se trouvent sur le sol maghrébin.

(Source : Bulletin d'information du réseau IDD, n°34, avril-juin 2012)

**Dispositif conjoint de soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine**

Frédéric Bouin, chargé de mission en appui à la coopération décentralisée a pris récemment ses fonctions au SCAC de l'Ambassade de France au Maroc. Il est le coordinateur du nouveau dispositif conjoint franco-marocain de soutien à la coopération décentralisée à la fois au sein du SCAC et au sein de la Direction générale des Collectivités locales du ministère de l'Intérieur marocain.

Un bilan du fonctionnement de ce fonds sur sa première année devrait être présenté lors du 3<sup>ème</sup> Forum de l'action internationale des collectivités qui se tiendra les 2 et 3 juillet 2012 au Palais des Congrès de Paris.

Contact : Frédéric Bouin, chargé de mission, SCAC, Ambassade de France au Maroc - tel : 00212 (0) 6 55 76 10 18 - [frederick.coopdec@gmail.com](mailto:frederick.coopdec@gmail.com)

## ISRAËL

**Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil**

**Rappel : Réunion du groupe-pays Israël, le 4 juin 2012, à la mairie de Paris**

Une réunion du groupe-pays Israël aura lieu, à la mairie de Paris, en présence d'une délégation de l'Union des Autorités Locales d'Israël (ULAI). Ce sera l'occasion de rencontrer les partenaires israéliens autour d'ateliers de travail consacrés à 5 thèmes : sport et culture, tourisme, jeunesse, sécurité civile et transports urbains. Inscriptions auprès de Simoné Gioveti (01.53.41.81.87).

## ACTUALITÉS ALGÉRIE

(suite de la page 20)

**La Fondation de France : appel à projets 2012 « Méditerranée, d'une rive à l'autre »**

La Fondation de France soutient des projets associatifs en faveur de l'autonomie économique des jeunes en Algérie. Le dossier complet de l'AAP/FDF est téléchargeable sur le site internet de la Fondation de France : [www.fondationdefrance.org](http://www.fondationdefrance.org)

**Date limite de dépôt des dossiers : 8 juin 2012**

Débat sur la question de « la maintenance et la conservation du patrimoine bâti » à Tlemcen, le samedi 23 juin 2012

Un colloque international sur « la maintenance et la conservation du patrimoine bâti » se tiendra à Tlemcen, le samedi 23 juin 2012. Vous trouverez le dépliant de présentation, ainsi que le bulletin d'inscription sur le site Internet de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1529>

## LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

**Séminaire thématique sur la décentralisation, les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2012, à Beyrouth**

Comment donner aux responsables des villes libanaises des repères et outils pour élaborer et mener une politique locale sur les services sociaux et culturels à la population, le développement économique local, les déplacements urbains et l'environnement et la gestion des déchets ?

Ces questions seront abordées lors du séminaire thématique sur la décentralisation, organisé à Beyrouth les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2012, dans le cadre d'un programme porté par 10 collectivités territoriales françaises au Liban et Cités Unies France.

Des informations complémentaires (programme, informations logistiques, bulletin d'inscription) sont disponibles sur le site de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1522>

**Assises de la coopération décentralisée franco-libanaise, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2012**

Les assises de la coopération décentralisée franco-libanaise se tiendront les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2012 à Beyrouth.

# Méditerranée

## Focus sur deux nouveaux adhérents du RCDP

• Échanges entre les villes de Bondy et Al Ram pour l'ouverture d'un centre socioculturel



Des discussions sont en cours pour permettre l'ouverture d'un centre socioculturel à Al Ram au sein de l'ancien Hôtel de ville d'Al Ram. Ce dernier proposera des activités artistiques et des

loisirs, notamment à destination des seniors et des femmes. La ville de Bondy met en place un appui méthodologique et technique pour l'aménagement des locaux, et interviendra sur le mode de gouvernance et de fonctionnement du centre. Les services techniques des deux villes procèdent à des études afin de déterminer les travaux de rénovation à effectuer. Dans l'attente de l'ouverture du centre, la ville de Bondy souhaite mettre en place quelques activités à court terme à travers le versement de 10 000 euros. Cette somme permettra d'offrir des animations périscolaires à travers l'achat de matériaux de rénovation et d'équipements pour les activités : instruments de musique, matériel de dessin, d'arts plastiques, etc.



Social and Cultural Center Al Ram

• Le Conseil général de la Loire-Atlantique définit ses perspectives de coopération

À l'occasion des troisièmes Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, le conseil général s'est déplacé dans les Territoires palestiniens et a rencontré le maire de Yatta, en présence de Yasser Abed, correspondant du RCDP en Palestine. Avec l'aide de ce dernier, le conseil continuera à exploiter les différentes pistes de partenariats potentielles avant d'arrêter son choix (période d'avril à juin). Par la suite, le conseil devrait préparer une mission de déplacement du président, accompagné de techniciens, en novembre 2012 pour la signature d'un pacte d'amitié. Enfin, une délégation palestinienne devrait se rendre en Loire-Atlantique pour la signature d'un pacte de coopération décentralisée.

## PALESTINE

**Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque**

**Démolitions à Beit Jala, le maire d'Aubervilliers écrit à l'ambassadeur d'Israël en France**

À la veille des fêtes de Pâques, les forces israéliennes ont procédé à la destruction de deux maisons, 53 poteaux électriques (privant 12 familles d'électricité), d'un puits et d'un tronçon de route pavée, dans le quartier d'Al-Makhrou, à Beit Jala. Le 4 avril 2012, la municipalité de Beit Jala a publié un communiqué de protestation appelant la communauté internationale à condamner ces actes. Un appel auquel a répondu Jacques Salvator, maire d'Aubervilliers.



(Crédit photo : Simone Giovetti)

Jacques Salvator a fait part de sa consternation à Yossi Gal, ambassadeur d'Israël en France, par une lettre en date du 5 avril 2012 condamnant des actes qui « réduisent tout espoir et rendent dérisoire notre travail, tout modeste soit-il, de création de liens d'amitiés entre les populations palestinienne et israélienne, tout particulièrement des jeunes et des élus locaux ».

Il rappelle que les villes d'Aubervilliers, Iéna (Allemagne) et Beit Jala, engagées dans un partenariat tripartite, souhaiteraient étendre leur partenariat à une commune israélienne.

**L'adjoint du chef du bureau politique du Hamas a accordé une interview au « Jewish Daily Forward »**

Bras droit de Khaled Mechaal, Moussa Abu Marzouk a profité d'une interview au « Jewish Daily Forward » pour préciser ses prises de positions politiques. Plus radical que Mechaal, il précise qu'un accord avec Israël ne doit pas s'envisager sous la forme d'un traité de paix mais d'une « Houdna » (cessez-le-feu), et préfère l'instauration de relations à l'image de celles entretenues par la Syrie ou le Liban avec Israël, à la reconnaissance de l'État hébreu. Personnalité importante au sein du Hamas, Marzouk apparaît comme une figure montante alors que l'autorité de Mechaal est ouvertement contestée depuis la conclusion d'un accord de réconciliation avec le Fatah d'Abbas, en 2011. Les prochaines élections à la direction du bureau politique du Hamas devraient se tenir cet été, en juillet ou en août.

**Mahmoud Abbas a adressé une lettre à Benjamin Netanyahu**

Saeb Erekat, négociateur, et Majed Faraj, chef du renseignement palestinien, ont rencontré Benjamin Netanyahu et Ytzhak Mohlo, son émissaire, pour leur remettre une lettre de doléances de Mahmoud Abbas sur l'avancement du processus de paix. Initialement annoncé, le premier ministre palestinien Salam Fayyad n'a finalement pas participé à la rencontre.

**Première conférence internationale sur l'E-municipalité, à Hébron, du 25 au 27 juin 2012**

La mairie d'Hébron organise la première conférence de l'E-municipalité, qui se tiendra du 25 au 27 juin 2012. Cet événement permettra de présenter les nouveaux développements et résultats en matière de E-services à la population.

Pour plus d'informations consulter la page suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1536>

# Méditerranée

## TUNISIE

**Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans sur Isère**

### Nouvel appel à projet de soutien à la coopération décentralisée franco-tunisienne

Le ministère des Affaires étrangères et européennes, en concertation avec les collectivités territoriales, mais également avec l'Ambassade de France en Tunisie, les autorités tunisiennes, ainsi que des représentants de la société civile, a décidé de lancer un fonds de soutien spécifique à la coopération décentralisée franco-tunisienne autour de six thématiques : les services publics locaux (gestion des déchets, assainissement et eau, transports), la valorisation du patrimoine historique et les projets culturels, le tourisme et l'aménagement du territoire, le développement économique et l'insertion socio-économique, l'agriculture (aquaculture, pisciculture, valorisation et développement des terroirs : de la production à la commercialisation) et l'artisanat.

**Les projets pourront être déposés jusqu'au 15 octobre 2012.**

Pour plus d'informations : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/cooperation-decentralisee/appels-a-projets-et-fonds/fonds-de-soutien-franco-tunisien/>

### Séminaire de l'AIRF « décentralisation et gouvernance régionale », du 15 au 18 mai 2012 à Tunis

L'Association Internationale des Régions Francophones (AIRF), en partenariat avec la Région Rhône Alpes et avec l'appui du ministère de l'Intérieur et le gouvernorat de Tunis, organise à Tunis un séminaire intitulé "Décentralisation et gouvernance", du 15 au 18 mai 2012.

Principalement destiné aux membres de l'AIRF (les régions francophones), le séminaire sera toutefois ouvert à quelques membres du groupe-pays Tunisie (sur demande auprès de Cités Unies France).

Le programme prévisionnel est téléchargeable sur le site de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1507> et sur le site de l'AIRF : <http://www.regions-francophones.com/>

*Pour plus d'informations :*

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie)

Courriel : [l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

## ACTUALITÉS TUNISIE

### Conférence internationale de la FNVT sur la « Décentralisation dans la nouvelle Constitution de la Tunisie : outil incontournable pour la démocratie et le développement » à Tunis, les 28, 29 et 30 mai 2012

La Fédération Nationale des Villes Tunisiennes (FNVT) organise, en partenariat avec le ministère de l'Intérieur tunisien, l'organisation mondiale des Cités et Gouvernements locaux Unis (CGLU), l'Organisation des Villes Arabes (OVA), la Diputacion de Barcelone et l'Association Internationale des Maires de Francophones (AIMF), une conférence internationale à Tunis les 28, 29 et 30 mai 2012. La conférence qui portera sur le thème de la décentralisation dans la nouvelle Constitution de la Tunisie se déroulera en présence des bailleurs de fonds dont la Banque mondiale.

### Appel à propositions de l'Union européenne

L'Union européenne a publié un appel à propositions visant à soutenir des projets culturels en Tunisie. Les dossiers complets sont à déposer au plus tard le 15 juin 2012.

Pour plus d'informations :

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1335170703714&do=publi.detPUB&searchtype=AS&Pgm=7573838&zgeo=35621&aonet=36538&debpub=&orderby=upd&orderbyad=Desc&nbPubliList=15&page=1&aoref=132936>

### Constituante

Hamadi Jebali, secrétaire général du parti islamiste « Ennahda » et chef du gouvernement tunisien, a déclaré soutenir le maintien de l'article 1 de la précédente Constitution du 1959. « La Tunisie est un Etat libre, indépendant et souverain. Sa religion est l'islam et sa langue est l'arabe » et une proposition de l'article 2 « L'Etat s'engage à conserver l'identité arabo-musulmane du pays et s'abstient de légiférer en opposition avec la religion islamique ».

Cette décision provoque une division entre les islamistes radicaux, qui réclament l'inscription de la charia dans la Constitution, et vivent ce choix comme une trahison de la part du parti islamiste, et les modernistes et laïcs qui veulent un Etat civil.

(Source : Le Monde Diplomatique)



## ACTUALITÉS JEUNESSE

### 11<sup>ème</sup> édition de NEUJ'PRO

La 11<sup>ème</sup> édition des rencontres nationales des professionnels et des élus de la jeunesse se tiendra cette année du 10 au 12 octobre à Vichy.

Les objectifs de cette manifestation sont de favoriser la rencontre et le dialogue des élus, professionnels et intervenants des politiques publiques en faveur de la jeunesse, d'échanger sur des réflexions globales ou des dispositifs impulsés au niveau national, des expériences initiées dans les territoires et de prolonger les rencontres entre les collectivités territoriales françaises sur la thématique jeunesse.

Pour plus d'informations :

<http://www.allier.fr/1299-neuj-pro.htm>

### Olivier de Laulanié, nouveau délégué général de l'Agence française du programme européen « Jeunesse en action » - AFPEJA



Le 2 avril 2012, Olivier de Laulanié a pris ses fonctions de délégué général de l'Agence française du programme européen « Jeunesse en action » et de directeur adjoint de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). Il remplace Martine Gustin-Fall, partie au Centre National pour le Développement du Sport (CNDS) en tant que secrétaire générale.

Juriste de formation, Olivier de Laulanié entre dans le monde associatif dès 1994, en intégrant une association d'information juridique de proximité, puis le service régional de jeunesse de la région Aquitaine et, enfin, l'Association des Régions de France (ARF) en 2010.

### Présidente du groupe-thématique : Hélène Vincent, adjointe au maire de Grenoble en charge de la jeunesse

### Séminaire de sensibilisation à la mobilité internationale des jeunes auprès des professionnels de la jeunesse, les 14 et 15 juin 2012

Cités Unies France, en partenariat avec l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) et France Volontaires, organisent un séminaire de sensibilisation à la mobilité internationale des jeunes à destination des professionnels de la jeunesse. Cette initiative s'inscrit également dans le cadre du programme d'activités 2011-2012 du groupe jeunesse de Cités Unies France.

L'objectif est de permettre aux accompagnateurs des conseils de jeunes de se familiariser avec les dispositifs de mobilité internationale, avec la conception de projets à l'international avec leurs jeunes ainsi que la recherche de financements mobilisables. Il s'agit de leur permettre d'inscrire un projet de mobilité à l'international dans un véritable parcours d'engagement. Cette session de sensibilisation intitulée « mobiliser un conseil de jeunes pour mener une action internationale » se tiendra les jeudi 14 et vendredi 15 juin 2012 à Paris.

### Mois de la mobilité internationale des jeunes à Tourcoing



La ville de Tourcoing organise la seconde édition du mois de la mobilité internationale des jeunes du 9 au 19 mai 2012. La ville souhaite ainsi poursuivre avec ses partenaires le développement de départs de jeunes à l'étranger que ce soit pour travailler, réaliser un stage professionnel, étudier, apprendre une autre langue, découvrir une autre culture ou encore s'engager dans une action de solidarité internationale.

Toute la programmation de cet événement est disponible sur le site de la STATION : [www.lastation-tourcoing.fr](http://www.lastation-tourcoing.fr).

Pour plus d'informations : Malika Chergui - courriel : [mchergui@ville-tourcoing.fr](mailto:mchergui@ville-tourcoing.fr) ou 03 59 63 40 44.

*Pour plus d'informations :*

Linda Naili, chargée de mission Jeunesse

Courriel : [l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)

# Thématiques

## TOURISME RESPONSABLE

**Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne**

**6<sup>ème</sup> édition de la Journée mondiale pour un tourisme responsable à Paris**

La Coalition internationale pour un tourisme responsable organise, le 1er juin 2012, la journée mondiale pour le tourisme responsable à l'Hémicycle de la Région Ile-de-France. Rendez-vous récurrent, ce colloque professionnel dédié aux acteurs du tourisme mettra à l'honneur cette année le changement climatique, et se concentrera sur la Tunisie. Cette édition sera parrainée par Jean-Paul Céron. Relayée dans le monde entier, elle fera l'objet d'un événement sur trois jours à Madagascar notamment.

**Prochaine réunion du groupe thématique Tourisme responsable, le 23 mai 2012**

La prochaine réunion du groupe thématique tourisme responsable se tiendra le 23 mai 2012. Ce sera l'occasion de définir le programme d'activités 2012. Les collectivités sont invitées à venir échanger sur les activités proposées.

**Séminaire « Tourisme et activités de plein air dans les Balkans », les 10 et 11 mai 2012**

Coorganisé par le Centre de formation de la CCI des Hautes Alpes (CRET), l'Association des Agences de la Démocratie Locale (ALDA), le ministère des Affaires étrangères et européennes et le pays Vichy-Auvergne, ce séminaire se tiendra à Tétovo en Macédoine. Il aura pour vocation de donner des pistes concrètes d'amélioration pour les projets traitant d'activités de plein air.

**Point sur la Plateforme coopération et tourisme responsable**

La plateforme coopération et tourisme responsable est actuellement en restructuration. Ses instances devraient être renouvelées avec notamment une co-présidence de la Basse-Normandie et de la Délégation de l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT).

Une réunion élargie se tiendra prochainement pour faire le point sur les orientations, les attentes et les enjeux liés à la Plateforme.

**Comité de pilotage international du Forum international du tourisme solidaire**

Le premier comité de pilotage du Forum international du tourisme solidaire (FITS) s'est tenu le 29 février, après l'événement de lancement de la reprise des travaux à Marseille. Cités Unies France siège désormais au comité de pilotage afin d'intégrer les actions et préoccupations des collectivités françaises qui mènent des projets de développement touristique.

En outre, lors de la réunion de la Plateforme Française de Coopération et Tourisme Responsable (PFTCR) dédiée au Maroc, Cités Unies France et la Plateforme ont exprimé leur volonté de travailler conjointement pour produire un atelier sur l'approche territoriale.

*Pour plus d'informations :*

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission Tourisme responsable

Sarah Schönfeld, chargée de mission Développement durable

Courriel : [ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

Courriel : [s.schonfeld@cites-unies-france.org](mailto:s.schonfeld@cites-unies-france.org)

## DÉVELOPPEMENT DURABLE



**RIO+20**

Conférence des Nations Unies sur le développement durable

**Conférence des Nations Unies sur le Développement durable, Rio+20, les 20 et 22 juin 2012 : réunion préparatoire des présidents d'associations de collectivités françaises, le 23 mai 2012 au Sénat**

Michel Delebarre, président de Cités Unies France, et Louis Le Pensec, président de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), ont convié les présidents des principales associations françaises de collectivités à venir s'exprimer le 23 mai, au Sénat, en perspective de la conférence des Nations Unies sur le développement durable.

A quelques semaines de la conférence, cette journée sera un temps de mobilisation des collectivités territoriales françaises et de leurs associations. Tous les adhérents de Cités Unies France y sont invités.

Au-delà de la valorisation de l'ensemble des initiatives et politiques locales qui contribuent au développement durable des territoires, cette demi-journée sera également l'occasion de porter des messages convergents à l'adresse des chefs d'Etats et des instances internationales.

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), associé à d'autres réseaux mondiaux de pouvoirs locaux, propose un message commun de toutes les autorités locales et régionales. Ce texte se trouve sur le site Internet de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique29>.

Les collectivités sont invitées à apporter leurs contributions et suggestions.



# Institutions européennes

## Le Parlement européen et les autorités locales

Le pôle d'expertise Institutions européennes de Cités Unies France suit de façon régulière les débats qui ont lieu à la commission Développement (DEVE) du Parlement européen.

Les parlementaires ont récemment rappelé l'importance du rôle des autorités locales dans la politique de développement de l'Union européenne.

Le 27 mars dernier, le commissaire européen chargé du développement Andris Piebalgs a présenté aux membres de la commission DEVE le programme de travail de la Commission européenne pour 2012 et les grandes orientations pour 2013. Durant les débats qui ont suivi, Patrice Tirolien, député européen français, a fait part de son mécontentement quant à l'absence des autorités locales dans la future communication de la Commission européenne prévue pour l'automne 2012 qui se limitera aux organisations de la société civile.

Monsieur Tirolien rappelle que cette communication aurait dû être la réponse politique au Dialogue structuré, la qualité de ce processus tenant justement au fait d'y associer tous les acteurs du développement.

## Evaluation par les pairs du Comité d'aide au développement de l'OCDE du programme de développement de l'Union européenne

Le président du Comité d'Aide au Développement (CAD), Brian Artwood, a présenté, fin avril, son évaluation de la politique de développement de l'Union européenne aux membres de la commission Développement (DEVE) du Parlement européen.

Selon cette évaluation, des efforts supplémentaires doivent être faits en matière de coordination entre l'UE et les Etats membres ainsi que dans la simplification des procédures et la réduction des délais.

Pour plus d'informations : [http://www.oecd.org/document/2/0,3746,fr\\_21571361\\_44315115\\_50189826\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/2/0,3746,fr_21571361_44315115_50189826_1_1_1_1,00.html)

## Platforma : Séminaire annuel à Florence « Développement et gouvernance participative : quels partenariats multi-acteurs ? »

Les 2 et 3 avril derniers, Platforma, la plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement, a organisé son séminaire annuel à Florence. Quatre tables rondes ont réuni élus locaux, représentants de la société civile, experts en matière de coopération au développement et représentants des institutions européennes.

Les modèles de partenariats entre les collectivités et les organisations non-gouvernementales en Europe et dans les pays partenaires de l'UE, existants et potentiels, ont été présentés à cette occasion. Le séminaire a permis de mettre l'accent sur l'évolution des partenariats et leur valeur ajoutée dans les domaines de la démocratie locale, de la démocratie participative et de l'accès aux services de bases.

## Les nouveaux instruments de l'aide extérieure de l'Union européenne pour 2014-2020

Andris Piebalgs, commissaire européen chargé du développement, a présenté à la commission DEVE du Parlement européen, le 8 décembre 2011, le « paquet législatif » concernant l'aide extérieure.

Le programme « acteurs non étatiques et autorités locales » sera maintenu dans le prochain instrument de coopération au développement (ICD) et son enveloppe sera augmentée, passant de 1,6 milliards d'euros à 2 milliards.

Le Parlement européen et le Conseil, co-législateurs européens, ont démarré leurs travaux et discussions sur l'ICD en février 2012. Les parlementaires émettent des doutes quant au principe de différenciation, qui excluait de fait 19 pays de l'aide bilatérale (dont 11 pays d'Amérique latine) et invitent la Commission européenne à revoir les critères de classification des pays en ne se fondant pas uniquement sur le revenu par habitant pour évaluer le niveau de développement.

Les parlementaires se disent également inquiets de l'introduction du principe des « actes délégués » pour certaines parties du texte qui étaient auparavant soumises à la co-décision.

L'ensemble des parlementaires souhaite ne pas précipiter le vote de cette proposition législative. Ils rappellent que l'ICD précédent avait provoqué deux ans et demi de discussions avant d'être adopté.

## Platforma : groupe de travail sur les instruments financiers

Platforma s'est organisé en plusieurs groupes de travail pour suivre les propositions législatives de différents instruments. Cités Unies France participe au groupe de travail de l'Instrument de Coopération au Développement (ICD). Avec ses collègues européens, Cités Unies France analyse cette proposition d'ICD pour assurer la représentativité des autorités locales et améliorer l'accessibilité aux financements.

*Pour plus d'informations :*

Camille Borella, chargée de mission

Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

## Cités Unies France, partenaire du trois mats « La Boudeuse »

Cités Unies France a passé un accord de partenariat avec le fonds de dotation Mission Terre-Océan (MTO) dans le cadre de la première mission Terre-Océan en Méditerranée. Créé en mars 2011 par l'association l'Ecole de l'Aventure et l'association de solidarité internationale ACTED, le Fonds de dotation Mission Terre-Océan a pour objet de contribuer à la recherche sur les grands enjeux environnementaux, climatiques et humains. Il soutient à la fois des projets de développement et de recherche, des actions de sensibilisation du grand public et des campagnes de plaidoyer auprès des décideurs.

Son action participe aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, définis par les Nations Unies (notamment en matière de santé publique, d'accès à l'eau et à l'éducation). Pour ce faire, le Fonds de dotation Mission Terre-Océan soutient des projets d'intérêt général, notamment via des expéditions du navire La Boudeuse. Le fonds de dotation intervient notamment dans les domaines de :



- la recherche sur le développement humain et les changements climatiques,
- la sensibilisation du grand public aux problématiques environnementales ainsi qu'à leurs conséquences sur la biodiversité et pour l'Homme,
- la culture, via notamment la diffusion de lettres, l'organisation d'expositions, de conférences et l'attribution de bourses,
- l'aide au développement en faveur des populations défavorisées.

La première Mission Terre-Océan a pour objectif de réaliser une mission citoyenne de six mois à bord du navire « La Boudeuse » qui s'arrêtera dans les 21 pays bordant la Méditerranée. Son équipage sera composé de deux représentants de chacun de ces pays. Ils multiplieront les rencontres et travailleront à la rédaction d'un livre blanc traitant des grands enjeux de demain en Méditerranée sur les plans culturel, environnemental et humain.

Le partenariat qui lie les deux structures vise à favoriser les liens entre les collectivités locales françaises, représentées par Cités Unies France, et les collectivités locales partenaires des 21 pays du bassin méditerranéen afin de développer des actions de coopération décentralisée et de densifier leurs rapports.

## Salon des Solidarités 2012

Le Salon Des Solidarités ouvrira ses portes les 1, 2 et 3 juin au Parc des expositions de Paris, Portes de Versailles, avec les 250 exposants et 20 000 visiteurs attendus.



C'est le rendez-vous incontournable des acteurs de la solidarité internationale et du grand public, qui connaît un succès croissant depuis 2007, comme le montre les 15 000 visiteurs présents en 2010 venus rencontrer les 165 exposants (ONG, associations, collectifs, institutions, entreprises). Les nouveautés de la quatrième édition :

- un espace dédié à la coopération décentralisée en présence des collectivités ;
- un pôle Europe en présence d'acteurs venus de toute l'Europe ;
- un espace emploi / formation pour mieux orienter les visiteurs et permettre aux structures exposantes de faire connaître leurs besoins ;
- l'accueil des communautés de volontaires technologiques ;
- un village consacré à l'innovation ;
- des yourtes thématiques.

Pour en savoir plus : <http://www.salondessolidarites.org>



## La Nouvelle Odyssee, le nouveau programme jeunesse de la Mission Terre-Océan / AMF

Mission Terre-Océan se lance dans un nouveau projet qui la portera vers de nouveaux horizons.

La mission jeunesse « Nouvelle Odyssee », organisée en partenariat avec l'Association des Maires de France, embarquera 132 jeunes de toutes les régions de France à bord de La Boudeuse pour un périple à travers l'Océan Atlantique, le Pacifique et autour de l'Amérique du Sud. Cités Unies France s'associe à cette aventure qui correspond au travail qu'elle mène depuis des années sur la question de la jeunesse à l'international.

A travers cette nouvelle aventure, Mission Terre-Océan et l'Association des Maires de France souhaitent sensibiliser les jeunes à des thématiques très actuelles : le respect de l'environnement, le développement durable, les échanges entre les peuples, la connaissance de soi et des autres.

A partir d'octobre 2012, et ce pendant huit mois, des jeunes Français se relayeront à bord du navire, qui deviendra pour quelques temps école – de la vie et de la mer. La Boudeuse emmènera cet inhabituel équipage dans des contrées telles que le Sénégal, l'île de Pâques ou les Bermudes, en passant par l'Amazonie et le Cap Horn pour une expédition qui mêle le goût de l'aventure au sens des responsabilités, la découverte du monde à l'esprit civique, la volonté de l'entreprise individuelle à la solidarité de l'effort collectif.

Les collectivités intéressées doivent prendre contact avec Amaury Bironneau, administrateur du Bord-Mission Terre Océan, [bironneau@la-boudeuse.org](mailto:bironneau@la-boudeuse.org), 06 60 80 43 63, ou Marie-Hélène Galin, directrice de la communication de l'AMF, [mhgalin@amf.asso.fr](mailto:mhgalin@amf.asso.fr), 01 44 18 13 61

# Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Festival : « Armor India »	Morlaix	27 avril - 13 mai	Ville de Morlaix, Morlaix Communauté, Conseil Général du Finistère, Conseil régional de Bretagne
Réunion du groupe-pays Amérique centrale et Cuba	CUF	10 mai	CUF
Séminaire Balkans - Tourisme	Skopje (Macédoine)	10 - 11 mai	ALDA
Comité directeur France Volontaires	Ivry-sur-seine	10 mai	France Volontaires
1 <sup>er</sup> comité de pilotage des Rencontres de la coopération décentralisée franco-tunisienne	Tunis	14 mai	CUF / MAO
Séminaire de l'AIRF : « Décentralisation et gouvernance régionale »	Tunis (Tunisie)	15 - 18 mai	Association Internationale des Régions Francophones (AIRF) / Région Rhône-Alpes
Réunion du groupe-pays Niger et COPIL ANIYA	CUF	16 mai	CUF
Rencontre administrateurs des réseaux régionaux multi-acteurs	CUF	21 mai	CUF/Réseaux régionaux
Conseil d'administration de pS-Eau	Paris	22 mai	pS-Eau
Réunion des collectivités territoriales françaises et de leurs associations en vue de la conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20	Sénat	23 mai	CUF / AFCCRE
Réunion du groupe thématique Tourisme responsable	CUF	23 mai	CUF
Séminaire : « La diplomatie des autorités locales et régionales, un outil au service du dialogue et de la paix »	Angers	23 - 24 mai	Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)
Séminaire : « Décentralisation et gouvernance locale »	Tunis	28 - 30 mai	CGLU
Réunion du groupe-pays Japon	CUF	30 mai (matin)	CUF

# Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Turquie	CUF	31 mai (après-midi)	CUF
Séminaire thématique sur la décentralisation	Beyrouth (Liban)	31 mai - 1 <sup>er</sup> juin	CUF/Programme concerté Liban
6 <sup>ème</sup> édition de la Journée mondiale pour un tourisme responsable	Paris	1 <sup>er</sup> juin	Coalition internationale pour un tourisme responsable
4 <sup>ème</sup> édition du Salon des Solidarités	Paris	1 <sup>er</sup> - 3 juin	HUMANIS - ASAH
Réunion du groupe-pays Israël	CUF	4 juin	CUF/ULAI
Réunion du groupe-pays Inde	CUF	13 juin	CUF
Réunion du groupe-pays Argentine	Paris Maison d'Aquitaine	13 juin	CUF
Séminaire de sensibilisation à la solidarité internationale auprès des professionnels de la jeunesse	Paris	14 - 15 juin	CUF / ANACEJ / France-Volontaires
Assises européennes de la jeunesse Franco-malienne	Paris	15 - 16 juin	Conseil de base des Maliens de France / GRDR
Réunion de la société civile et notamment des autorités locales et régionales en amont de Rio+20	Rio de Janeiro	15 - 20 juin	Associations de collectivités
Bureau exécutif CGLU	Rio de Janeiro	18 juin	CGLU
Assemblée générale de France Volontaires	Ivry-sur-seine	19 juin	France Volontaires
Rendez-vous de la coopération économique décentralisée en Région Nord-Pas de Calais	Lille	20 juin	Conseil régionale Nord-Pas de Calais / CUF
Sommet Rio + 20	Rio de Janeiro	20 - 22 juin	ONU
Colloque international : « La maintenance et la conservation du patrimoine bâti »	Tlemcen	23 juin	Université de Tlemcen
Première conférence internationale sur l'E-municipalité	Hébron	25 - 27 juin	Mairie d'Hébron

# Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
FUTURALIA - Région NPDC - Conférence permanente SRDE	Lille	27 juin	RNDPC
Réseau Euro-Gaza	Cascais	27 - 29 juin	RCDP/Dunkerque
Comité de pilotage du Programme Concerté Maros (PCM)	Rabat	28 - 30 juin	PCM
Cycle de Rencontres dans le cadre du Programme Concerté Pluri-acteurs Algérie (PCPA)	Nanterre	29 juin	PCPA
Cinquième réunion du COPIL français des Troisièmes rencontres franco-japonaises 2012, à Chartres	Paris	Juin (date à préciser)	Comité de pilotage
COPIL du séminaire "Jeunesse actrice du changement en Méditerranée"	Grenoble	Juin (date à préciser)	Ville de Grenoble / CUF
3 <sup>ème</sup> Forum de l'action internationale des collectivités	Paris, Palais des Congrès	2 - 3 juillet	CUF / ICIC
Réunion du groupe-pays Sénégal	Paris, Palais des Congrès	2 juillet	CUF
Réunion du groupe-pays Arménie	Paris, Palais des Congrès	2 juillet	CUF
Assemblée générale de Cités Unies France	Paris, Palais des Congrès	3 juillet	CUF
2 <sup>ème</sup> réunion du comité de pilotage de la 4 <sup>ème</sup> Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée 2012, à Nice	Paris, Palais des Congrès	3 juillet	COPIL
Université d'été du CRID	Lyon	4 - 7 juillet	CRID
Premiers ateliers sur la mobilité internationale des jeunes	Saint-Etienne	12 juillet	Kaléidoscope
Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	Chartres	27 - 31 août	Comité de pilotage
6 <sup>ème</sup> Forum Urbain Mondial	Naples	1 - 7 septembre	ONU-Habitat
Assises de la coopération décentralisée franco-libanaises	Beyrouth	1 <sup>er</sup> - 2 octobre	Ambassade de France / Comité de Pilotage / CUF
« Forum social migrants » sur la liberté de circulation et d'installation au Maghreb	Oujda	6 - 7 octobre	Forum social maghrébin

# Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Conférence XV CODATU (Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains)	Addis Abeba	22 - 26 octobre	CODATU
11 <sup>ème</sup> édition des rencontres nationales des professionnels et des élus de la jeunesse	Vichy	10 - 12 octobre	Conseil général de l'Allier
Congrès de l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ)	Lille	29 - 30 octobre	ANACEJ
Manifestation « Regards de jeunes sur les révolutions contemporaines! Leurs révoltes ? Nos révoltes ? »	Grenoble	Octobre (à confirmer)	Ville de Grenoble/ Groupe jeunesse
Cycle de Rencontres dans le cadre du PCPA Algérie « Regards croisés de jeunes algériens et français »	Grenoble	Octobre (à confirmer)	PCPA
Cycle de rencontres dans le cadre du PCPA Algérie : « Regards croisés de jeunes algériens et français »	Grenoble	Octobre (à confirmer)	PCPA
Forum International du Tourisme Solidaire Maroc	Taroudant (Maroc)	1 <sup>er</sup> - 2 novembre	FITS
Rencontres franco-tunisiennes de la coopération décentralisée	Tunis	8 - 9 novembre	MAEE / CUF / partenaires tunisiens
2 <sup>ème</sup> Forum de la coopération décentralisée France-Argentine	Biarritz	12 - 13 novembre	Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques/ CUF/ MAEE
Atelier jeunesse et mobilité Internationale dans le cadre de la SSI	Ivry-sur-Seine	17 - 25 novembre	Mairie d'Ivry-sur-Seine
Séminaire de la coopération décentralisée France - Amérique centrale et Cuba	Esteli (Nicaragua)	28 - 30 novembre	Ambassade de France au Nicaragua / IFAC / CUF
Africités VI	Dakar	4 - 8 décembre	CGLU - Afrique
Assemblée générale de CGLU-Afrique	Dakar	4 - 8 décembre	CGLU
Le Conseil mondial de CGLU-Monde	Dakar	4 - 8 décembre	CGLU
4 <sup>ème</sup> Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée	Nice	14 - 15 décembre	Comité de pilotage

# Publications

## Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2012)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPRU	Dossier pays Russie (à paraître)	2012
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2012
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2012
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2012



# Publications

## Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



## Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPEU-a	Répertoire des partenariats franco-américains (en anglais)
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPBE	Répertoire des partenariats franco-bénois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



# Publications

## Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro07	Migrants et collectivités territoriales	2008
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010



## Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REfo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REfo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REfo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REfo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REfo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011
REfo6	<b>NOUVEAU !</b> Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED)	2012



## Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10



AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22
------	--	------	----

## Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - <b>numéro 2 - août 2010</b> <b>Prix collectivités adhérentes à CUF : 15</b> <b>Bientôt les Cahiers n° 3 !</b>	2009	30
-------	---	------	----







9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org) ■ Courriel : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Pour s'abonner à la lettre : [e.seyoum@cites-unies-france.org](mailto:e.seyoum@cites-unies-france.org)